

Cycle Revenu de Base : L'utopie à la réalité ? (1)



Une terminologie multiple

- Revenu social (Jacques Duboin)
- Revenu d'existence (Henri Guitton et Yoland Bresson)
- Allocation Universelle (Philippe Van Parijs)
- Revenu de Base (Claus Offe,)
- Revenu de citoyen (Keith Roberts)
- Revenu inconditionnel suffisant (André Gorz)
- Revenu de base (Christine Boutin)
- Revenu citoyen (Dominique de Villepin)
- Dividende Universel
- Revenu Universel .



Définition

Le revenu de base est un droit inaliénable, inconditionnel, cumulable avec d'autres revenus, distribué par une communauté politique à tous ses membres, de la naissance à la mort, sur base individuelle, sans contrôle des ressources ni exigence de contrepartie, dont le montant et le financement sont ajustés démocratiquement.

Inaliénable

Droit qui ne peut être enlevé au citoyen

Inconditionnel

Aucune contrepartie n'est requise pour le recevoir

Cumulable

Il s'ajoute à tout autre revenu (salaire, allocations...).

Universel

Revenu identique pour tous les membres de la communauté

Permanent

Adulte et enfant

Individuel

Il est versé à chaque membre du foyer

Suffisant Pour exister et participer à la vie en société



Actualité mais une idée ancienne



La **richesse nationale** appartient à tous

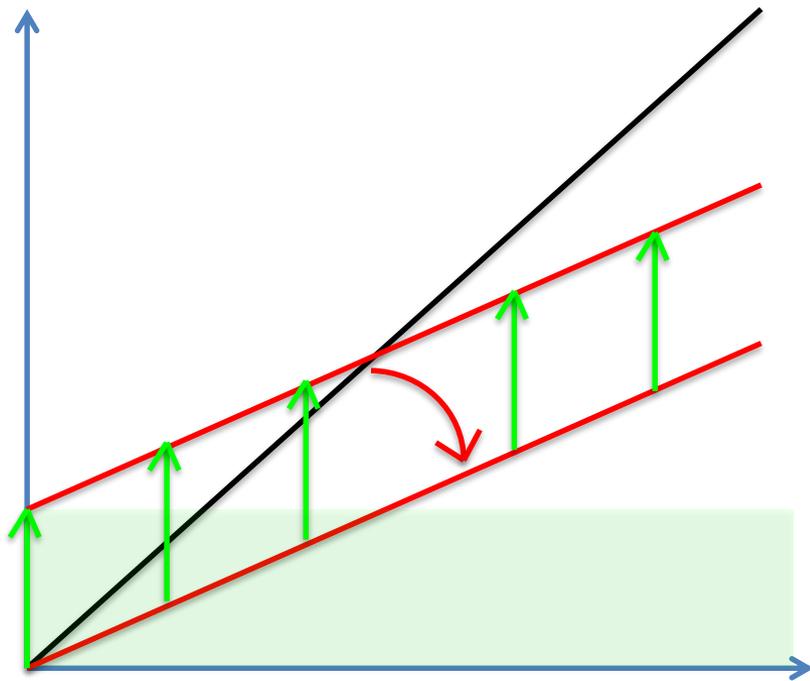


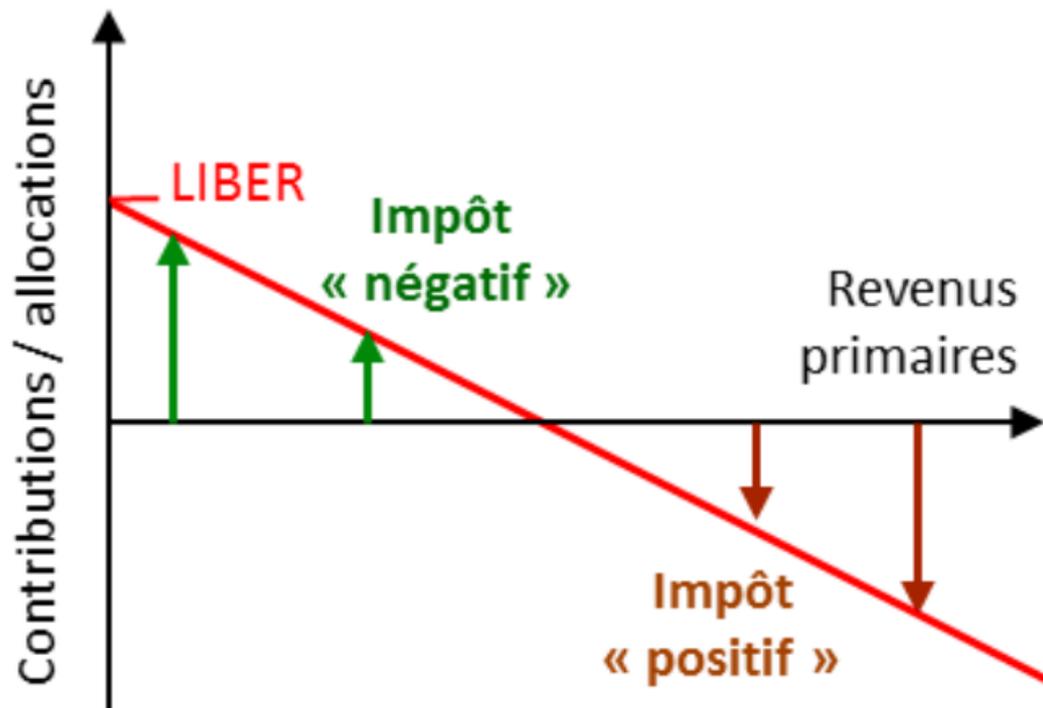
- Thomas Paine - *La Justice Agraire* (1795)
 - Terre appartient à tous
 - Propriété terres agricoles = « Extorsion monopolistique »
 - **Dividende universel**: Revenu minimum pour rendre à chacun son droit naturel à une fraction proportionnelle des richesses terrestres.



- **Milton Friedman *Capitalisme et Liberté* (1962) :**
 - « Il est indispensable d'aider le pauvre paysan, non parce qu'il est paysan, mais parce qu'il est pauvre »
- Approche globale dans la lutte contre la pauvreté
 - 2 erreurs dans la lutte contre la pauvreté :
 - Identifier les causes pour les traiter chacune indépendamment
 - Accorder l'aide donnée par catégorie
- Martin Luther King
- Impôt négatif







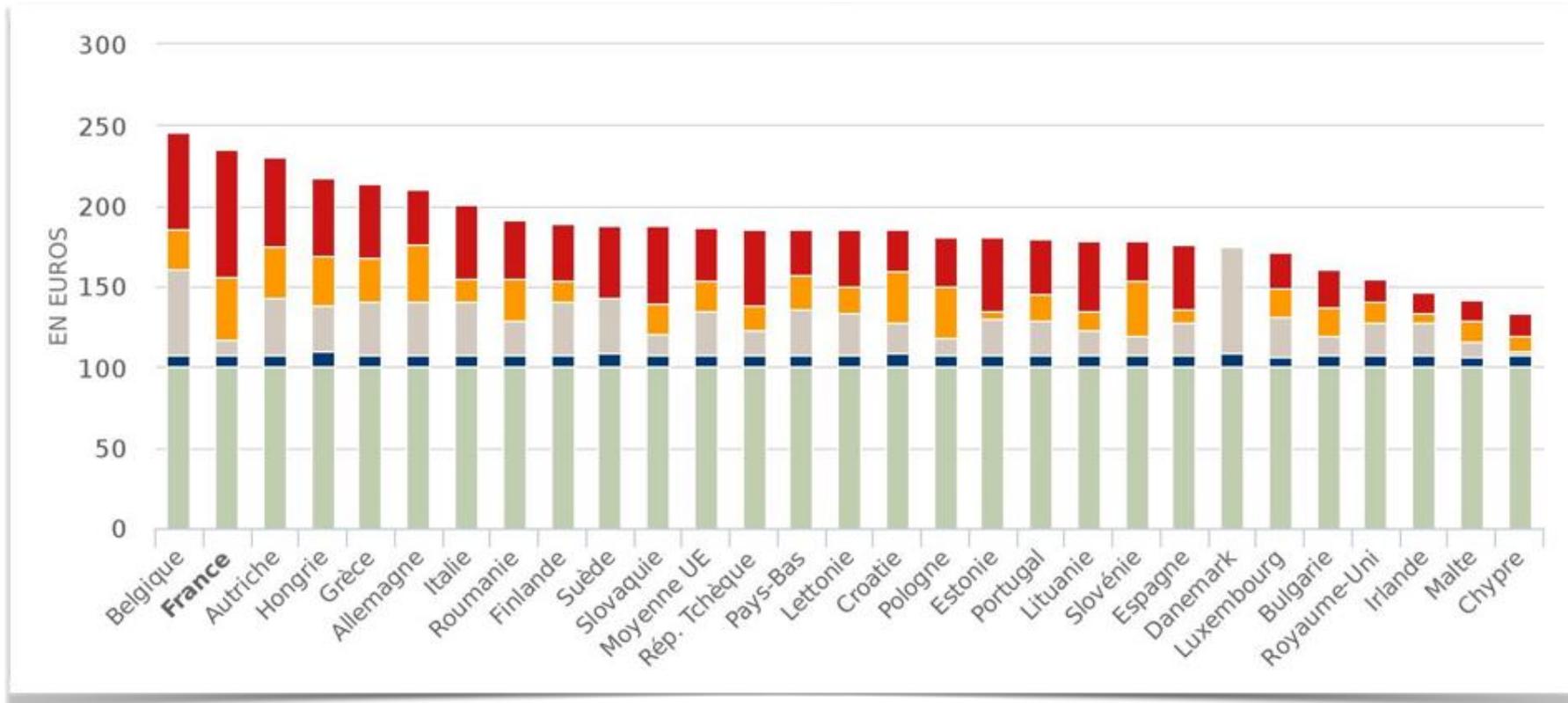
- Tentatives

- Nixon 1969 (rejet au sénat e 1971)
- Années 80 : 5 expérimentations sociologiques aux USA et Canada
 - Difficulté de protocole expérimental pour conclure
 - Consensus : Utilisation responsable à l'éducation et le logement
- Lionel Stoléru (1974) : « *Vaincre la pauvreté dans les pays riches* »
- *Christine BOUTIN (2003) : Revenu d'existence*



Un système d'aide complexe et inefficace





Coût total pour disposer de 100 € de pouvoir d'achat

235 € pour gagner
100 €

Charges patronales
Charges salariales
Impôt sur le revenu
TVA

Pour 100 € nets de revenu disponibles

- 79 € de Charges patronales (34 €)
- 39 € de Charges salariales (18 €)
- 10 € d'Impôt revenu (28 €)
- 7 € de TVA

Total : 235 € (187 €)

} Non perçue par les électeurs
} 2018 : Impôt à la source



Dissimulation complète
et définitive

**Pression fiscale : France
en 2^{ème} position dans
l'Europe**

Jour de libération fiscale (2016)
: 29 Juillet

En avons nous pour notre argent ?

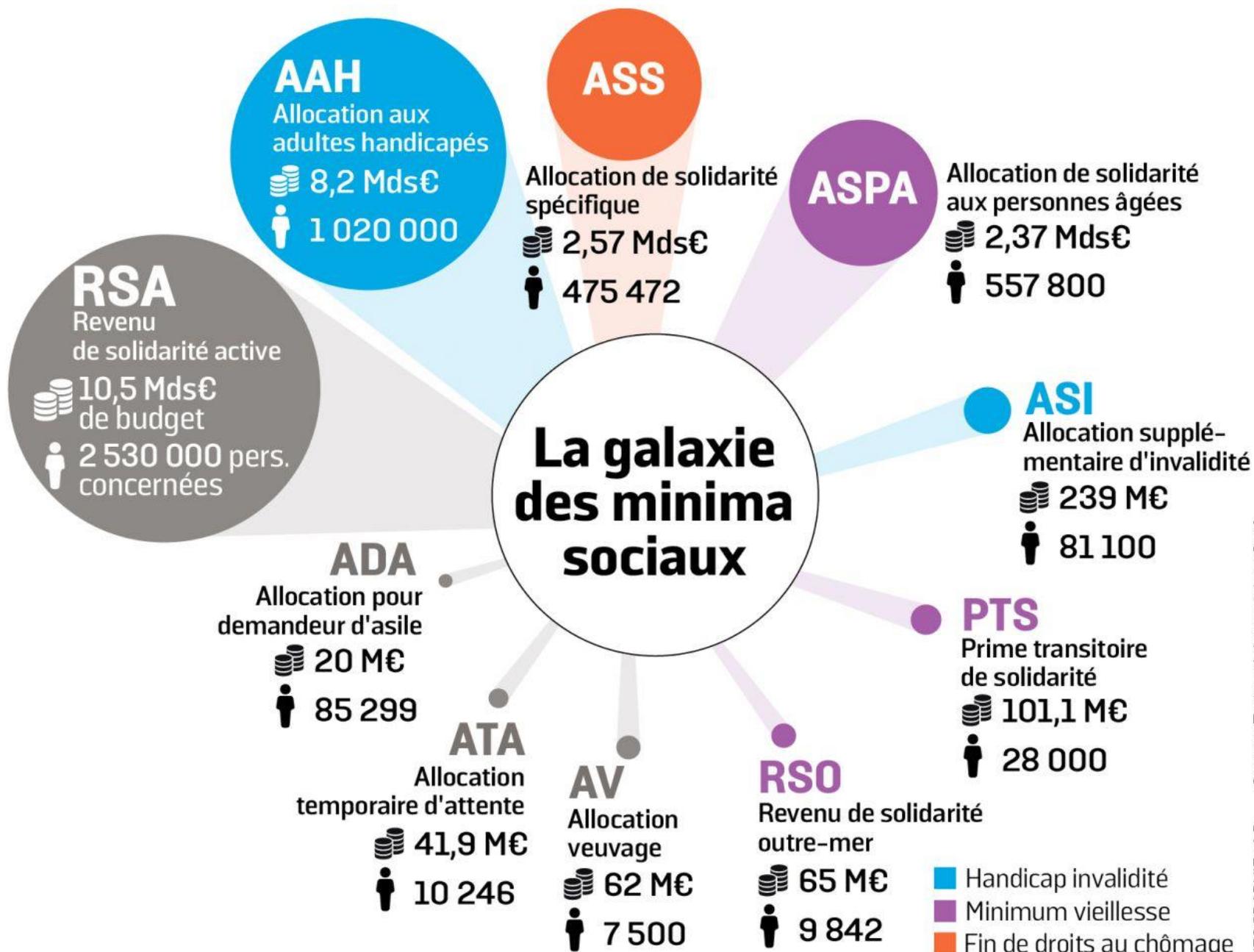
- 32% PIB consacré à la protection sociale
- 20 Mds € consacrés à la lutte contre la pauvreté
- Et pourtant 8,8 M de pauvres (< 1000 €/mois)



Les aberrations des systèmes sociaux actuels

1. Absence de visibilité dans ce qu'on reçoit
2. Absence de visibilité dans ce qu'on donne
3. Effets redistributifs non maîtrisés
4. Effets pervers des aides : Trappe à smicard
5. Perte de cohérence de la politique familiale
6. Un système complexe
 1. Pour l'administration : Indus
 2. Pour les usagers : Intrusion + Non recours
7. Un système intrusif





Source : Textes réglementaires, Cnaf.

NFOGRAPHIE : A.R.



Les aberrations des systèmes sociaux actuels

1. Absence de visibilité dans ce qu'on reçoit
2. Absence de visibilité dans ce qu'on donne
3. Effets redistributifs non maîtrisés
4. Effets pervers des aides : Trappe à smicard
5. Perte de cohérence de la politique familiale
6. Un système complexe
 1. Pour l'administration : Indus
 2. Pour les usagers : Intrusion + Non recours
7. Un système intrusif



Bulletins de paie incompréhensibles

Rubriques	Base	Taux salarial	Montant salarial	Taux patronal	Cot.Patronales
SALAIRE DE BASE	151.67	11.0984	1683.30		
SALAIRE BRUT			1683.30		
EP01 URSSAF-Maladie-Matern.-Inval..	1683.30	0.7500	12.62	12.8000	215.46
EP02 URSSAF SOLIDARITE	1683.30			0.3000	5.05
EP03 URSSAF ACCIDENT DU TRAVAIL	1683.30			1.2000	20.20
EP04 URSSAF ALLOC. FAMILIALES	1683.30			5.4000	90.90
EP05 URSSAF ASS. VIEILLESSE PLAF.	1683.30	6.7500	113.62	8.4000	141.40
EP06 URSSAF ASS. VIEILLESSE DEPLAF	1683.30	0.1000	1.68	1.6000	26.93
EP07 FNAL	1683.30			0.1000	1.68
EFE2 REDUCTION FILLON TEPA 2012				-100.0000	-283.47
EP12 ASSEDIC Tr. A	1683.30	2.4000	40.40	4.0000	67.33
EP19 FONDS DE GARANTIE (AGS)	1683.30			0.3000	5.05
EP20 RETRAITE ARCO NC T1	1683.30	3.0000	50.50	4.5000	75.75
EPR1 AGFF NC TRANCHE 1	1683.30	0.8000	13.47	1.2000	20.20
E951 PREV. NC TA	1683.30	0.3700	6.23	0.3700	6.23
EP28 TAXE APPRENTISSAGE	1683.30			0.6800	11.45
EP29 FORMATION CONTINUE	1683.30			0.5500	9.26
EP37 CSG DEDUCTIBLE	1660.07	5.1000	84.66		
EWFS FORFAIT SOCIAL	6.23			8.0000	0.50
TOTAL DES RETENUES			323.18		413.92
NET IMPOSABLE					1360.12
SP01 URSSAF CSG NON DEDUCTIBLE	1660.07	2.4000	39.84		
SP02 URSSAF CRDS	1660.07	0.5000	8.30		
SP00 REMBOURSEMENT TRANSPORT	32.55				32.55
NET A PAYER					1344.53

Figure 1 - Un bulletin de paie français



COMPANY:		PAYMENT NUMBER:			
EMPLOYEE:		PAYMENT PERIOD:	01/03/2014 - 31/03/2014		
NATIONAL INS		EMP. NO.	N.I. CODE	TAX CODE	WEEK/MONTH
		001	A	944L	12
					PAY DATE
					25/03/2014

DESCRIPTION	RATE	AMOUNT	DESCRIPTION	AMOUNT	YEAR TO DATE TOTALS	
Salary		2,415.46	NIC Employee not contract...	289.86	Total Pay	12,322.73
			Income Tax	325.60	Taxable Pay	12,322.73
					Tax Paid	574.60
					National Ins.	548.13
					NIC Rebate	
					CSL	
			EMPLOYER CONTRIBUTIONS		THIS PERIOD	
					Taxable Pay	2,415.46
					Gross for NI	2,415.46
					Total Pay	2,415.46
					Net Pay Adj.	
					NET PAY	1,800.00

© 2003 OackBooks. To re-order tel. OackBooks. Sturtevant 080 81568 81569

10 270

 7 500

 9 842

 Minimum vieillesse
 Fin de droits au chômage

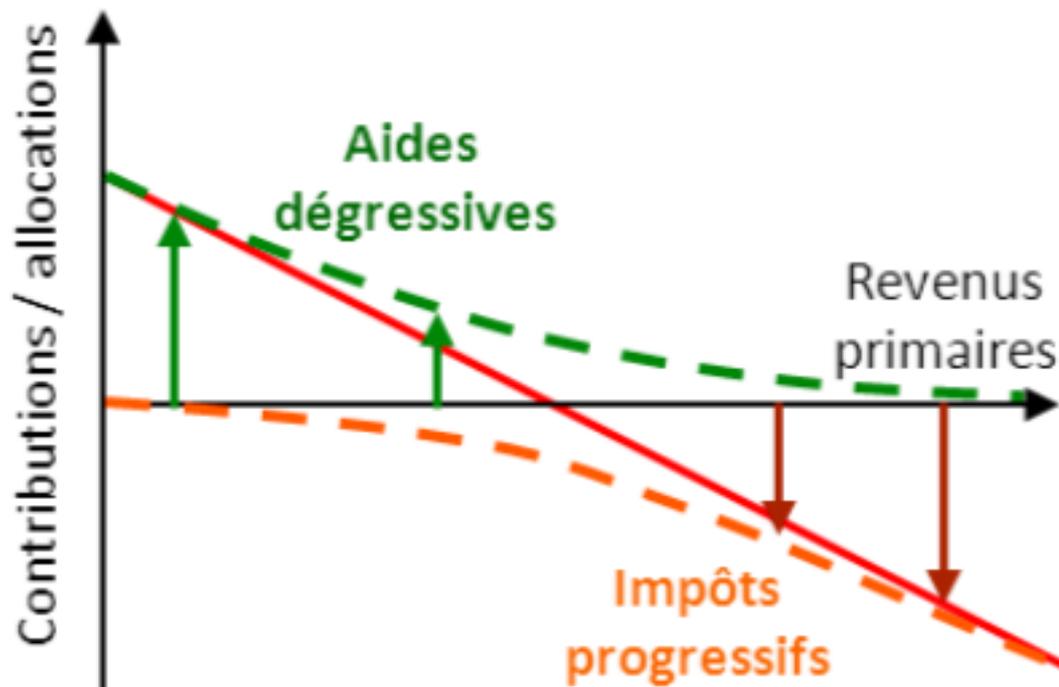
NFOGRA 

Les aberrations des systèmes sociaux actuels

1. Absence de visibilité dans ce qu'on reçoit
2. Absence de visibilité dans ce qu'on donne
3. Effets redistributifs non maîtrisés
4. Effets pervers des aides : Trappe à smicard
5. Perte de cohérence de la politique familiale
6. Un système complexe
 1. Pour l'administration : Indus
 2. Pour les usagers : Intrusion + Non recours
7. Un système intrusif

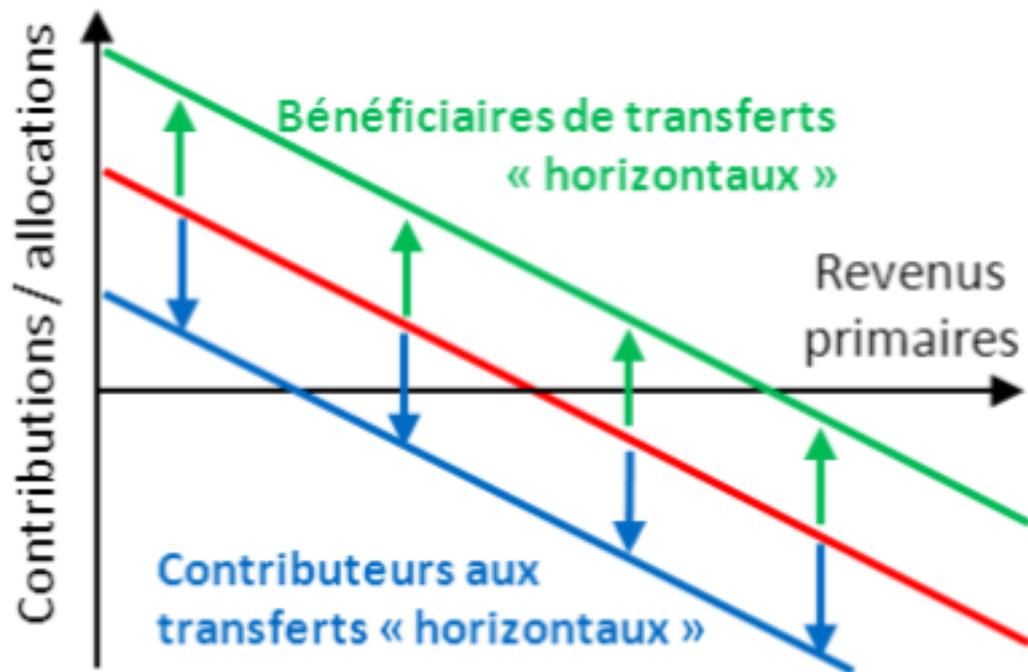


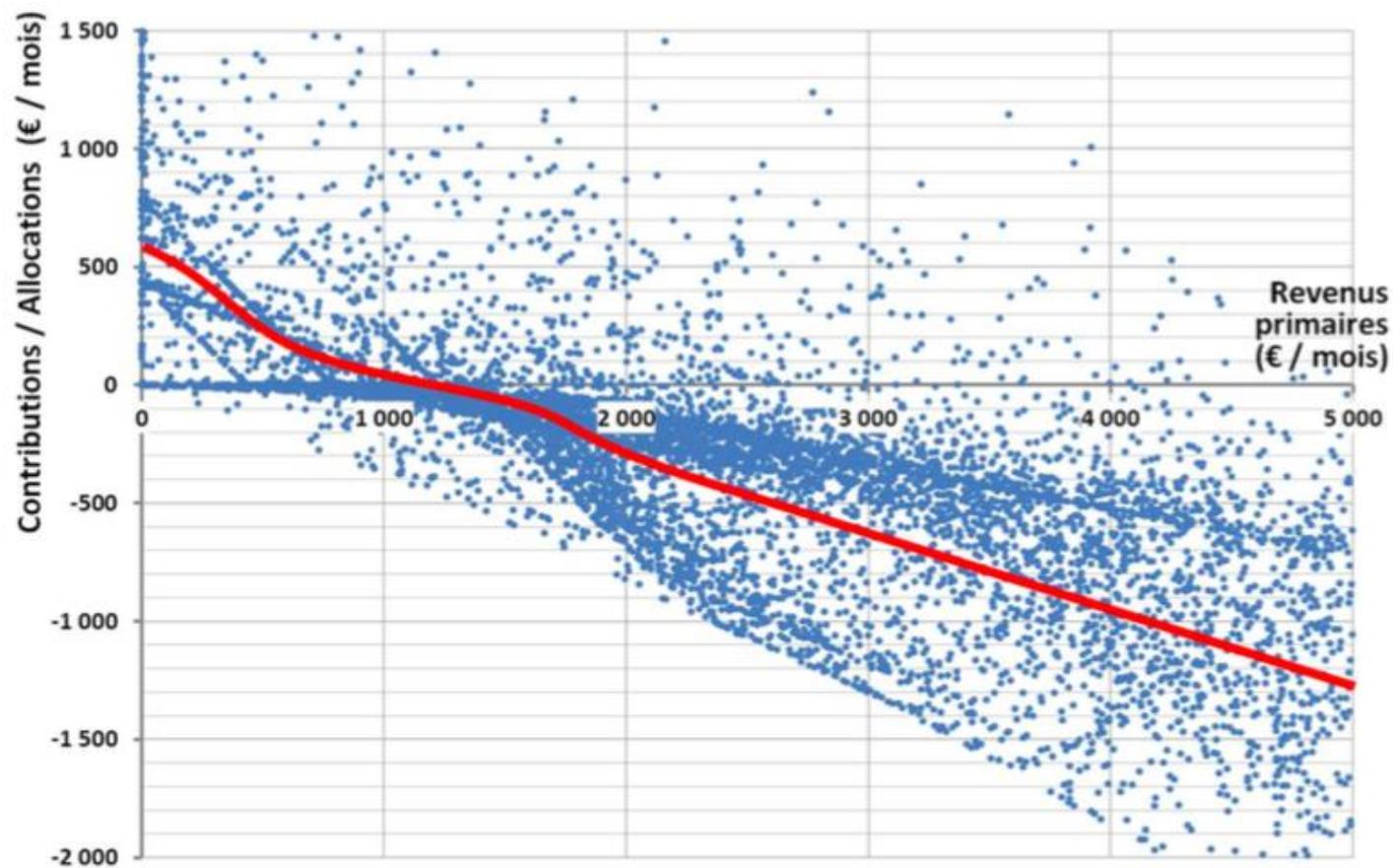
Un système complexe pour arriver



.... à une droite







- 8000 familles



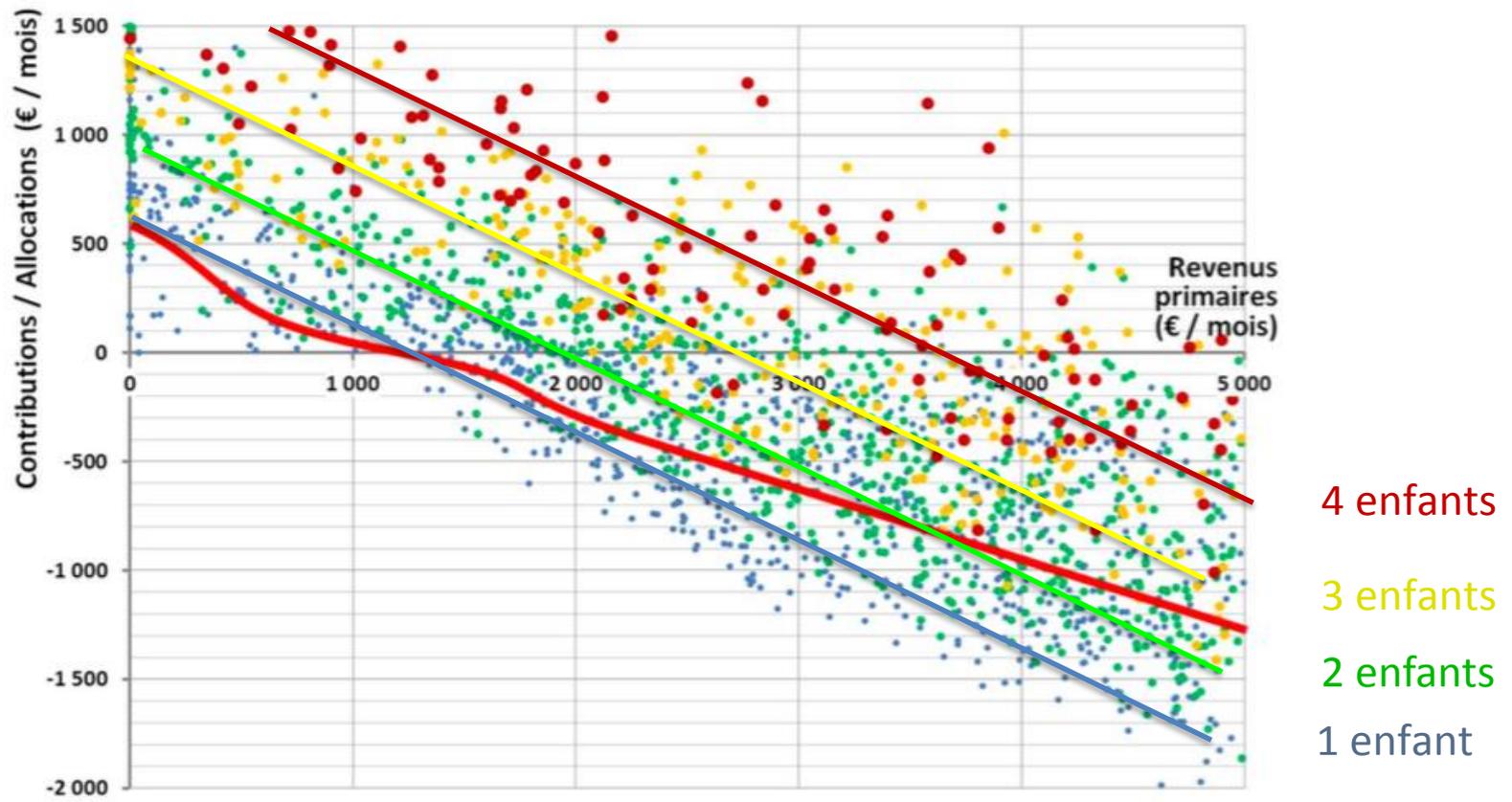


Figure 7 - Des transferts « horizontaux » variant selon le nombre d'enfants

- Famille avec enfants



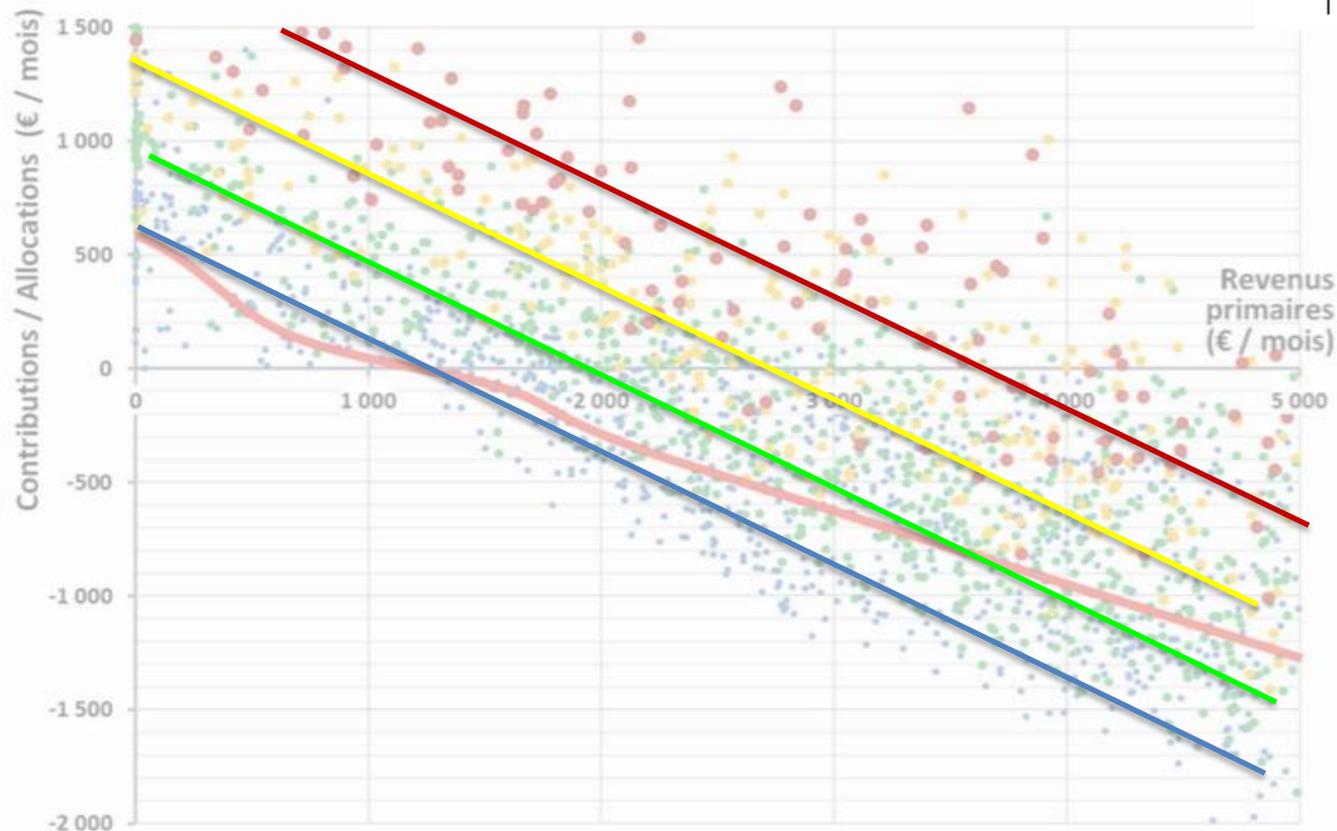
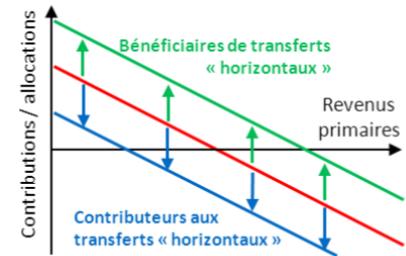
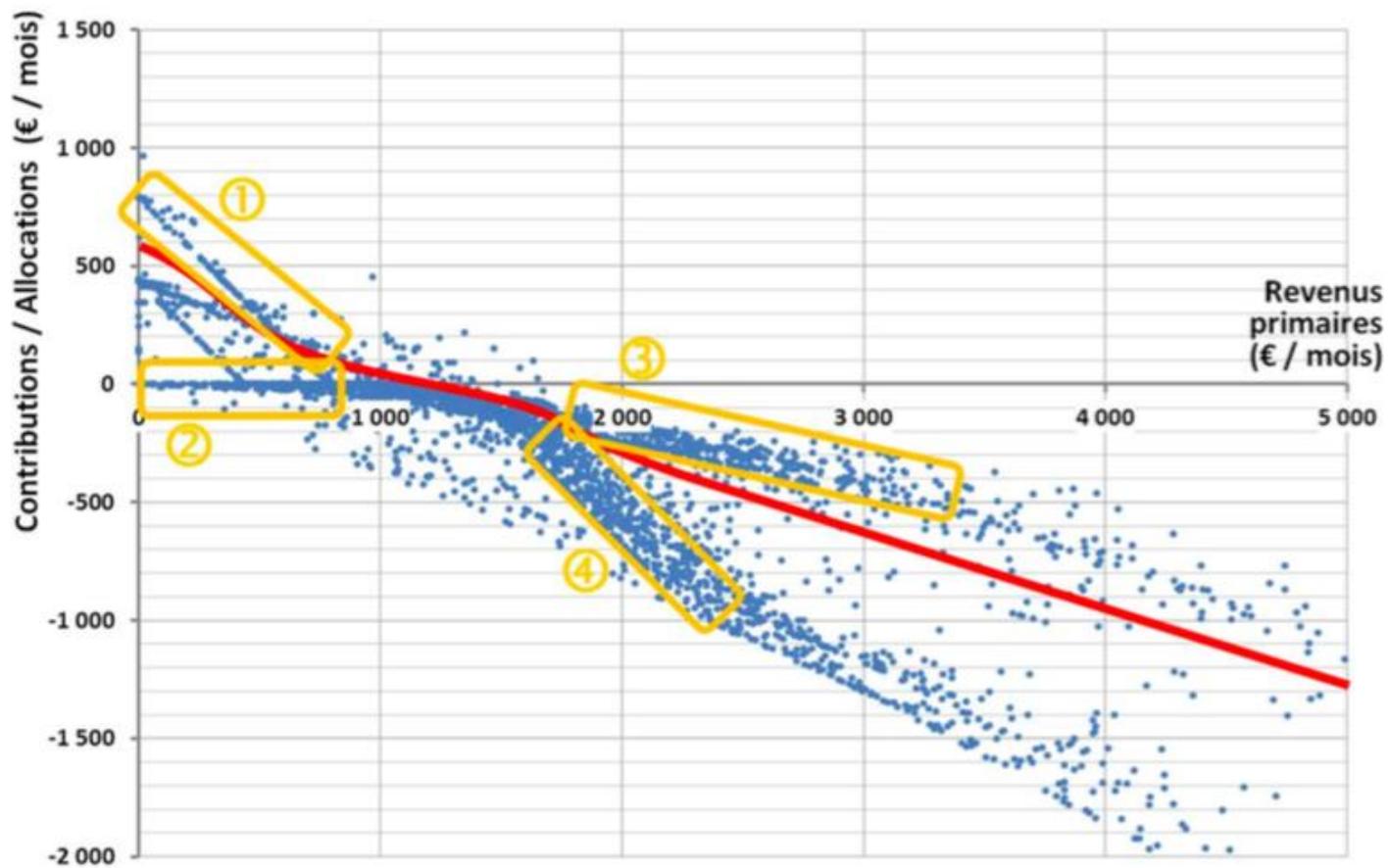


Figure 7 - Des transferts « horizontaux » variant selon le nombre d'enfants



- Linéarité respectée en fonction du nombre d'enfants





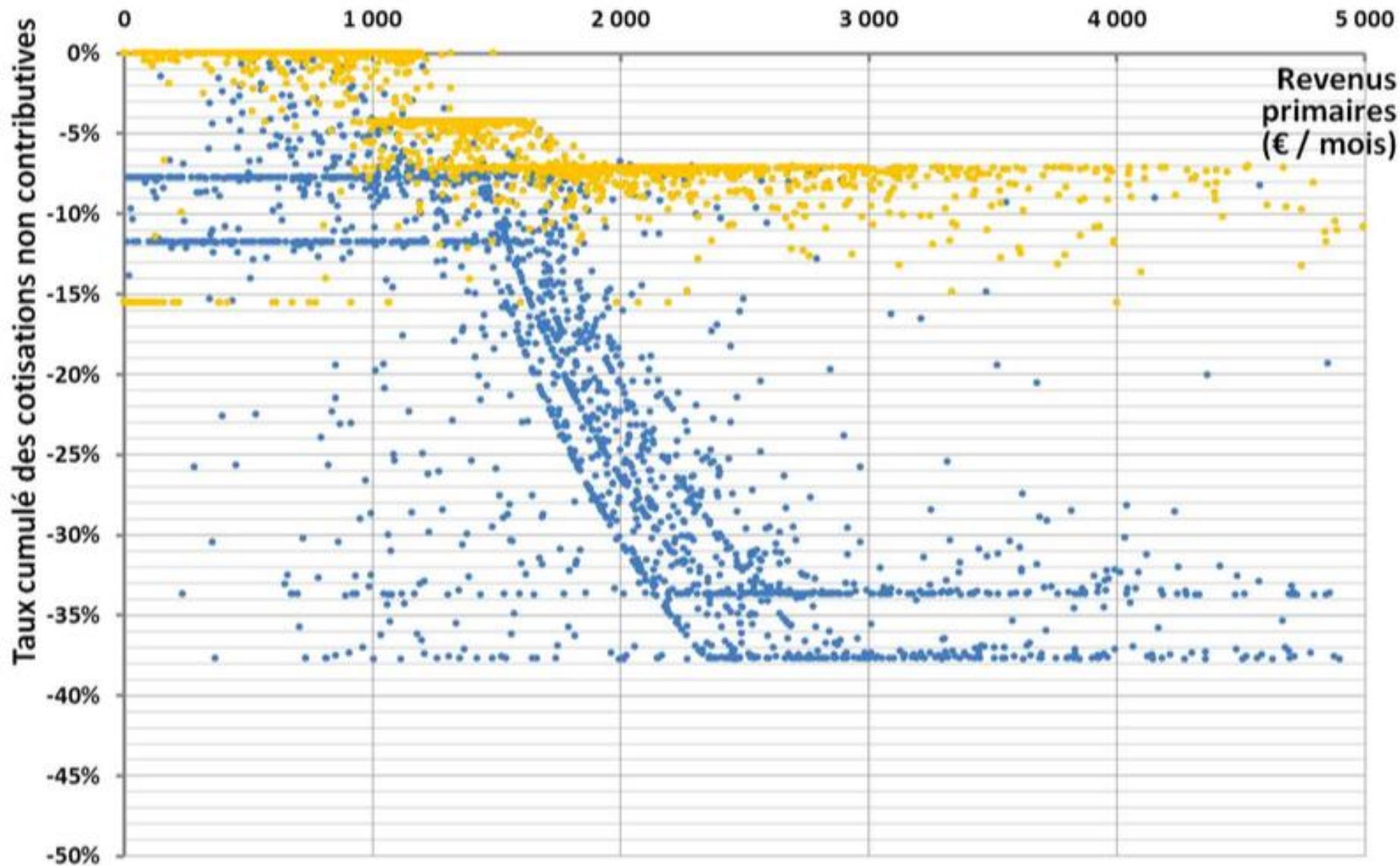
- Personnes seules sans enfants



Les aberrations des systèmes sociaux actuels

1. Absence de visibilité dans ce qu'on reçoit
2. Absence de visibilité dans ce qu'on donne
3. Effets redistributifs non maîtrisés
4. Effets pervers des aides : Trappe à smicard
5. Perte de cohérence de la politique familiale
6. Un système complexe
 1. Pour l'administration : Indus
 2. Pour les usagers : Intrusion + Non recours
7. Un système intrusif



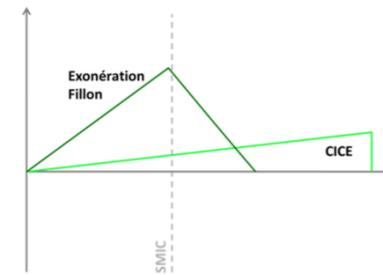
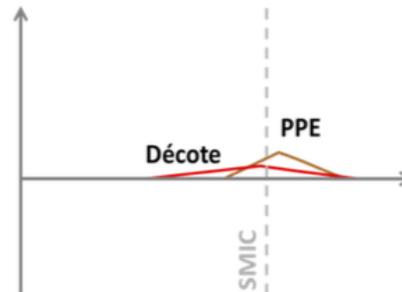
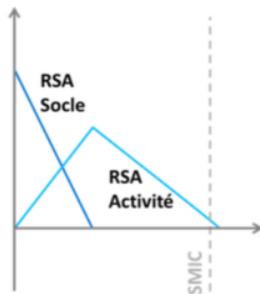
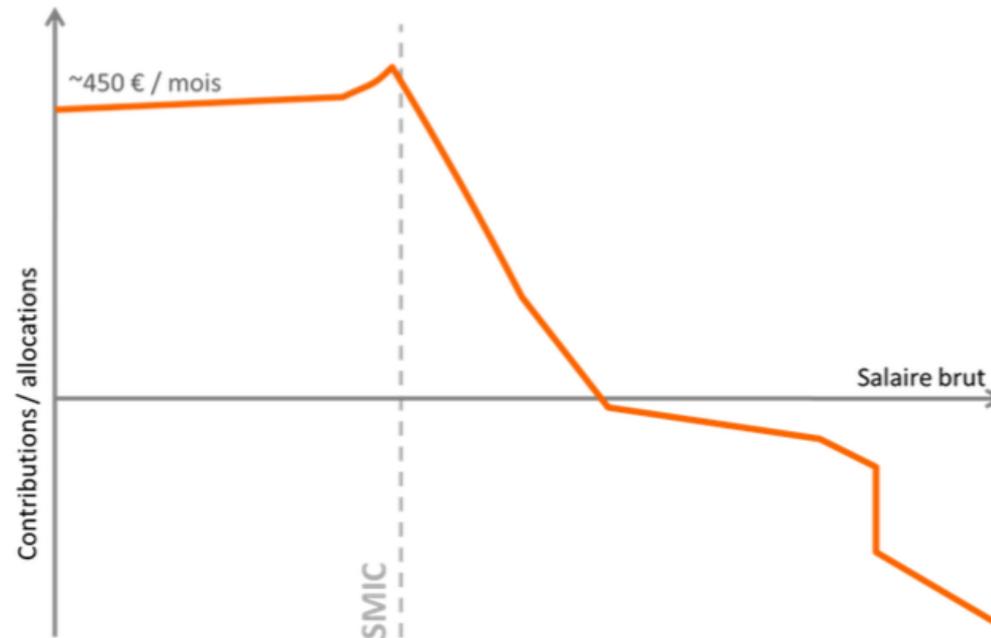


- 2000 salariés + 2000 foyer avec retraites, chômage, ou revenu du patrimoine
- Pénalisation travailleurs à salaires modeste entre 1 et 2 X SMIC



Les aides à l'emploi : La trappe à SMICARD

- Max d'aide au SMIC
- Nul à 1,6 x SMIC
- Chute à 2x SMIC



Les aberrations des systèmes sociaux actuels

1. Absence de visibilité dans ce qu'on reçoit
2. Absence de visibilité dans ce qu'on donne
3. Effets redistributifs non maîtrisés
4. Effets pervers des aides : Trappe à smicard
5. Perte de cohérence de la politique familiale
6. Un système complexe
 1. Pour l'administration : Indus
 2. Pour les usagers : Intrusion + Non recours
7. Un système intrusif



Politique familiale

- 3 systèmes :
 - Allocations familiales
 - Prestations familiales sous conditions de ressources
 - Quotient familial : Réduction d'impôt
- 2014 : Baisse du plafond du quotient familial
- 2015 : Mise sous conditions de ressources des allocations familiales
 - Montant /2 si > 2000 €
 - Montant /4 si > 4000 €
- Modifications constantes des règles
- Inégalité ente les enfants
- Pertinence avec les famille recomposées



Les aberrations des systèmes sociaux actuels

1. Absence de visibilité dans ce qu'on reçoit
2. Absence de visibilité dans ce qu'on donne
3. Effets redistributifs non maîtrisés
4. Effets pervers des aides : Trappe à smicard
5. Perte de cohérence de la politique familiale
6. Un système complexe
7. Un système intrusif



Un système complexe

- Etat / Département / CAF
- 31 % de non-Recours (CAS 2012)
- Indus
 - Procédure de recouvrement très déstabilisante pour des personnes vivant dans la précarité alors qu'il s'agit d'une erreur de l'administration au départ



Les aberrations des systèmes sociaux actuels

1. Absence de visibilité dans ce qu'on reçoit
2. Absence de visibilité dans ce qu'on donne
3. Effets redistributifs non maîtrisés
4. Effets pervers des aides : Trappe à smicard
5. Perte de cohérence de la politique familiale
6. Un système complexe
7. Un système intrusif



Un système intrusif

- Formulaire de 6 pages
 - Intrusif dans la vie privée
- RSA individu seul : 465 €
- RSA couple : 785 €

2 Demande de RSA (Revenu de solidarité active)

► **Votre situation familiale**

Vous vivez en couple

Vous êtes mariés depuis le _____

Vous êtes pacsés depuis le _____

Vous vivez en couple sans être mariés et sans être pacsés depuis le _____

Vous avez repris une vie commune depuis le _____

Vous vivez seul(e)

Vous êtes séparé(e) de fait* depuis le _____

Vous êtes séparé(e) légalement depuis le _____

Vous êtes divorcé(e) depuis le _____

Vous êtes veuf(ve) depuis le _____

Vous avez rompu votre vie en concubinage depuis le _____

Vous avez toujours vécu seul(e) et vous êtes célibataire

* Une séparation de fait est une séparation du couple sans intervention du juge

Attendez-vous un enfant ? oui non

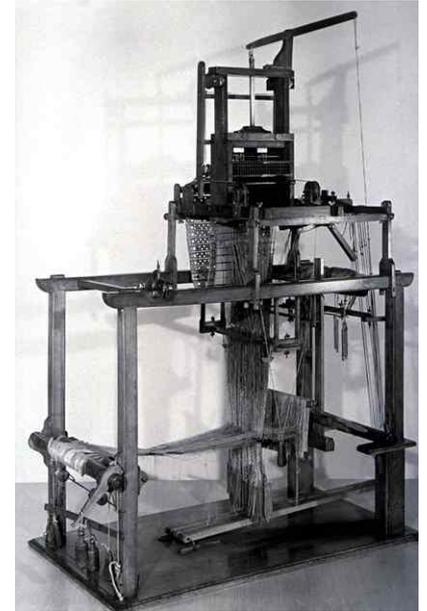
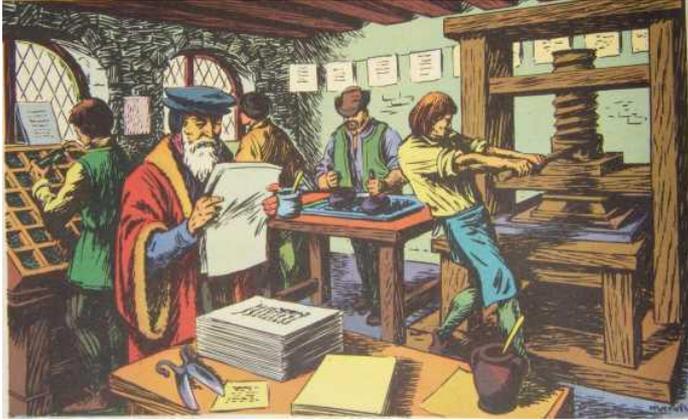
► **Enfants et autres personnes de moins de 25 ans vivant à votre foyer**

- On favorise le mariage des couples les plus riches et on incite les pauvres à ne pas déclarer leur couple (Fraude ou survie?)



La fin du travail





Caissière
Pompiste
Libraires
Photographie
Enregistrement à l'aéroport
Drones

Destruction des emplois

- Disparition des emplois peu qualifiés
- Prévisions 2030 : Disparition de 47 % des emplois actuel en France
- Révolution numérique
 - Force destructrice > force créatrices



Nouveau mode d'organisation du travail

- Emploi à Vie va disparaître
 - CDI 85 % des contrats
 - Mais CDD = 85 % des embauches (2/3 < 1 mois)
- Fragmentation du salariat
 - Plusieurs employeurs
 - Période d'interruption (44% des transitions sans interruption)
 - Plusieurs employeurs
- Généralisation de l'externalisation
 - Uberisation
 - Microentreprises



Fin de la croissance

- 0,5 % / an
- Approche politique basée sur la croissance
- La croissance est inégale
 - 50 % de la croissance des 30 dernières années aux USA répartie sur 1% de la population !



La création de richesse hors de l'emploi

- GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon)
- Richesse = Contenu des utilisateurs
- Spécialistes de la défiscalisation
- Taxes ?

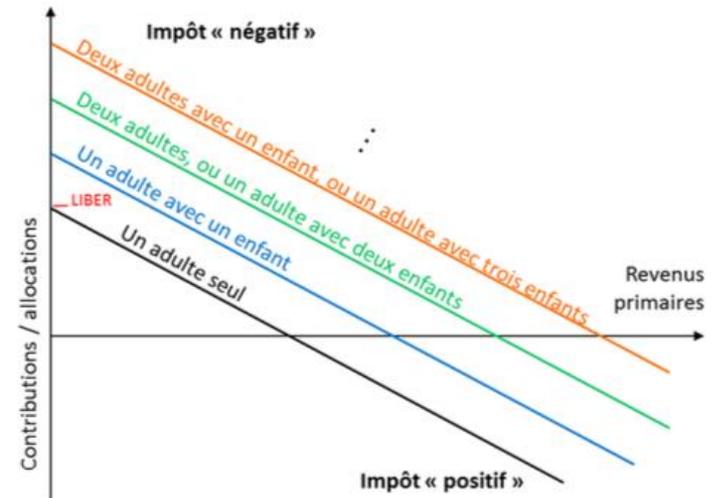


Principe du revenu universel



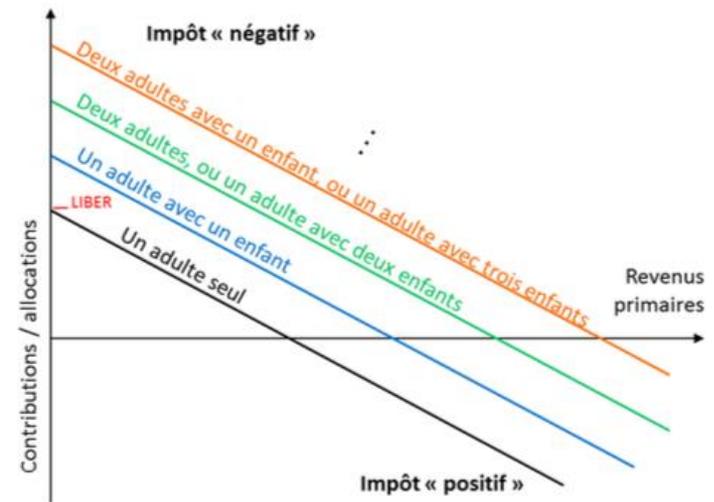
Principe

- Montant = RSA
 - 450 € pour Adulte
 - 250 pour enfant
- En complément des Revenus :
 - Salaires, Chômage ou retraites
- Principes
 - Impôt négatif dès le 1^{er} euro
 - Impôt à la source
 - Impôt Individualisé
 - Pas de démarche



Principe

- Substitution à l'IRPP
 - Taux unique sur tous revenus
 - Arrêt du quotient conjugal et familial = Impôt individualisé
 - Aucune niche fiscale
- Substitution au aides diverses :
 - RSA, Prime pour l'emploi, l'ASS, l'ASPA
 - Allocations familiales, bourses enseignement supérieur
- Maintien
 - Taxe foncière, Taxe d'habitation, droits de mutation, TVA
 - Aides au logement, Allocation handicapés (AAH et AEEH), APE, ATA, AER, APA, e



Systeme actuel

- Personne seule sans revenu
 - RSA socle : 465 €
 - Revenu universel : 465 €
- Personne seule avec 500 € de revenu
 - RSA : $500 \text{ €} + (465 \text{ €} - 38\% \times 500 \text{ €})$: 775 €
 - Revenu universel : $465 + 500 \text{ €} - 62 \text{ €} = 903 \text{ €}$
- Personne seule au SMIC (1 150 €)
 - Prime d'activité : $50 \text{ €} + 1\,150 \text{ €} - 153 \text{ €} = 1\,047$
 - Revenu universel : $465 + 1\,150 \text{ €} - 345 = 1\,270 \text{ €}$
- Début de la contribution à partir de 2000 €



Quel montant ?

Euros par mois	A	AA	AE	AEE	AAE	AAEE
Loyer net et charges (hors aide au logement)	150	195	145	150	185	185
Energie, chauffage	55	80	70	80	90	100
Eau	20	25	25	30	25	35
Mutuelle et assurance	50	50	40	45	70	70
Téléphone, Internet	35	45	40	45	40	40
Impôts, taxes	30	45	25	20	50	40
Transports	70	50	40	60	90	50
Scolarité, cantine, garde	<	<	40	55	40	60
<i>Total des dépenses contraintes</i>	<i>410</i>	<i>490</i>	<i>425</i>	<i>485</i>	<i>590</i>	<i>580</i>
Alimentation	150	225	195	240	270	315
Habillement	25	40	35	40	45	55
<i>Total des dépenses souples</i>	<i>175</i>	<i>265</i>	<i>230</i>	<i>280</i>	<i>315</i>	<i>370</i>
<i>Charge des dettes personnelles</i>	<i>100</i>	<i>150</i>	<i>120</i>	<i>100</i>	<i>140</i>	<i>200</i>

- Secours Catholiques 2009 sur 1163 budgets



Quel montant ?

Euros par mois	A
Loyer net et charges (hors aide au logement)	150
Energie, chauffage	55
Eau	20
Mutuelle et assurance	50
Téléphone, Internet	35
Impôts, taxes	30
Transports	70
Scolarité, cantine, garde	-
Total des dépenses contraintes	410
Alimentation	150
Habillement	25
Total des dépenses souples	175
Charge des dettes personnelles	100

- Secours Catholiques 2009 sur 1163 budgets

Quel montant ?

Euros par mois	A	A
Loyer net et charges (hors aide au logement)	150	-
Energie, chauffage	55	65
Eau	20	24
Mutuelle et assurance	50	58
Téléphone, Internet	35	34
Impôts, taxes	30	36
Transports	70	55
Scolarité, cantine, garde	-	-
Total des dépenses contraintes	410	272
Alimentation	150	152
Habillement	25	26
Total des dépenses souples	175	178
Charge des dettes personnelles	100	-

• Secours Catholiques 2009 sur 1163 budgets **685 €**

450 € = RSA

Hors logement, investissement
et charge de la dette

= Budget de
fonctionnement



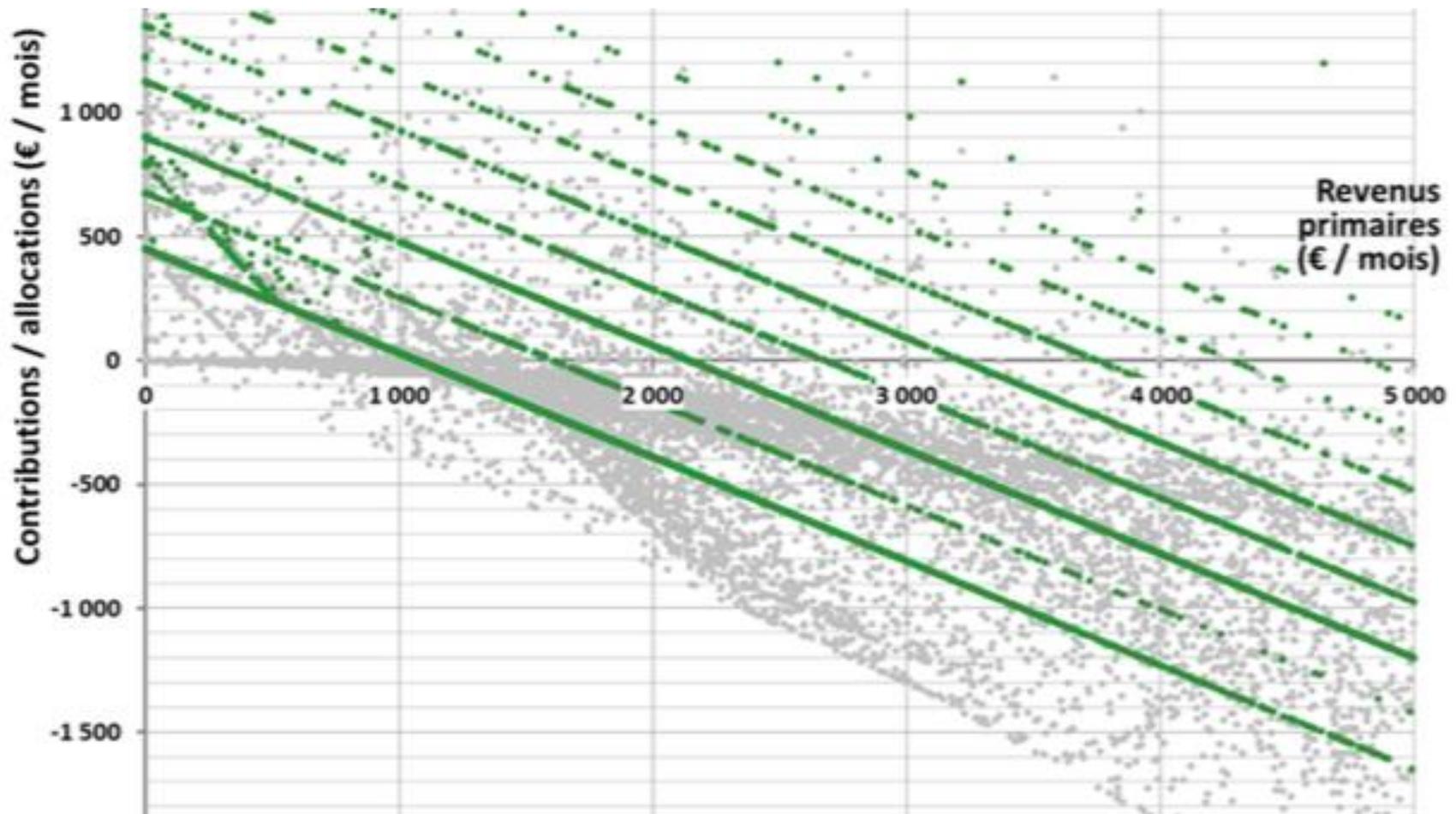
Quel financement



Financement par l'impôt

- Budget : 320 Md €
 - 51 M d'adultes x 450 €
 - 15 M de mineurs x 225 €
- Total des revenus imposables : 1400 Mds €
 - $320 / 1400 = 23 \%$
- IRPP actuel : 77 Md € (5,5 %)
- Budget RSA actuel 10 Mds





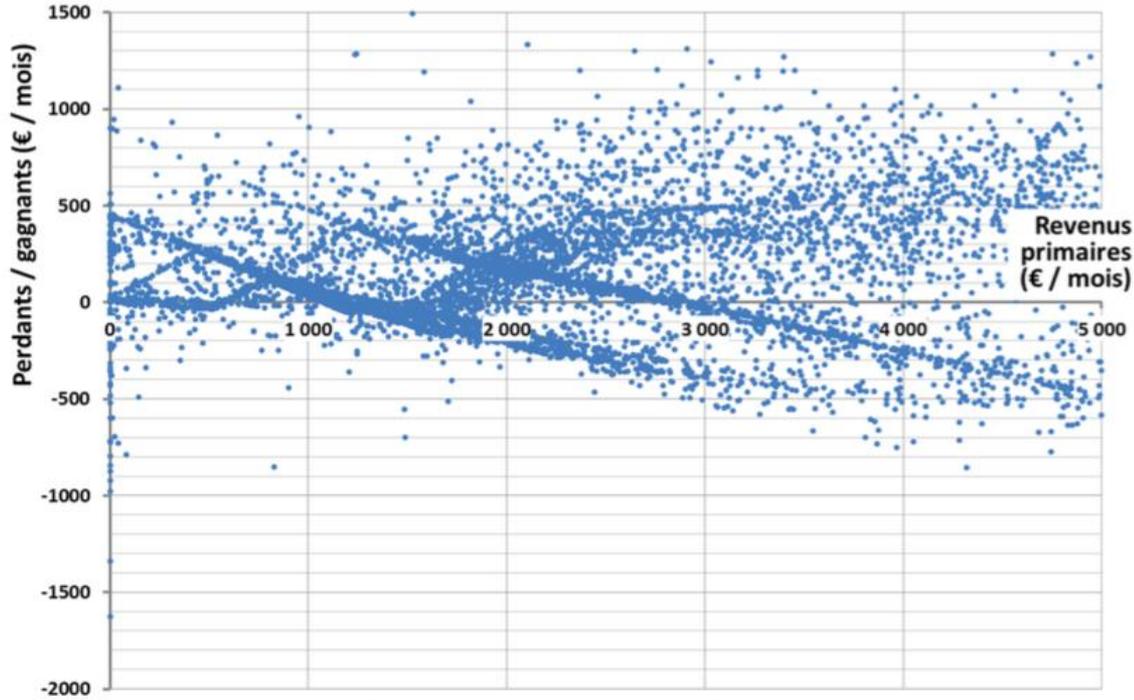


Figure 18 : Familles gagnantes / perdantes identifiés dans la simulation

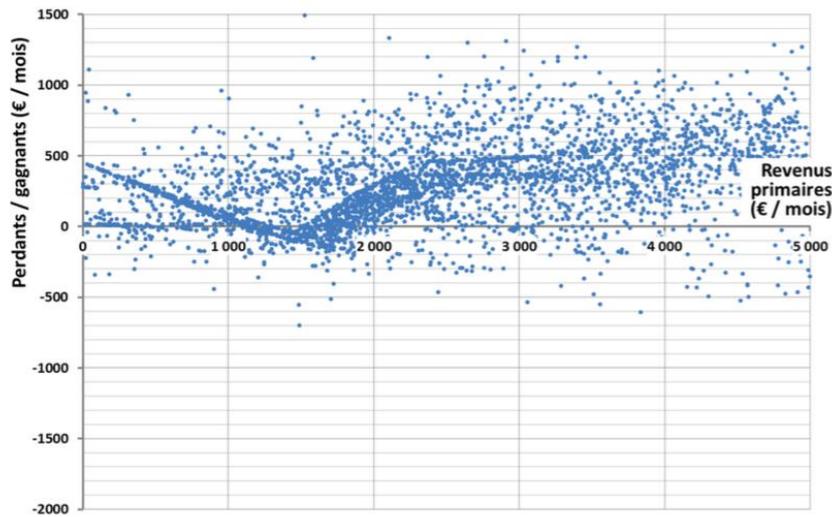


Figure 19 : Familles gagnantes / perdantes comptant au moins un salarié du secteur privé

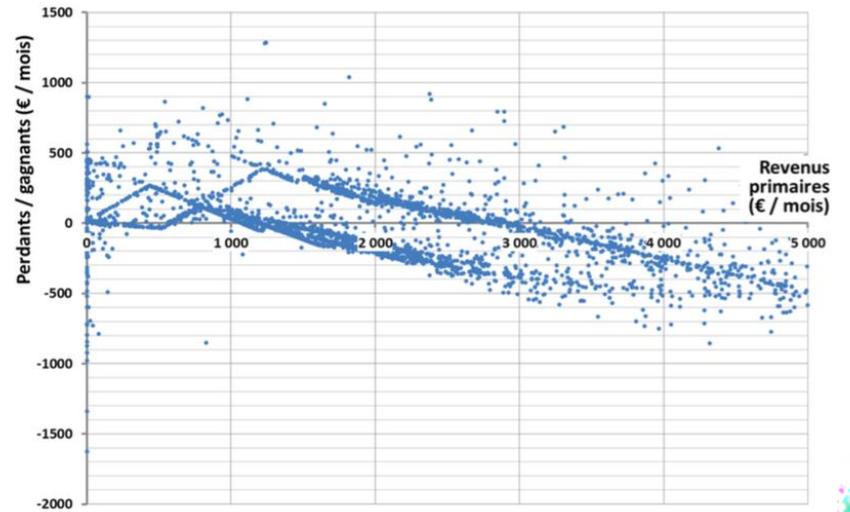
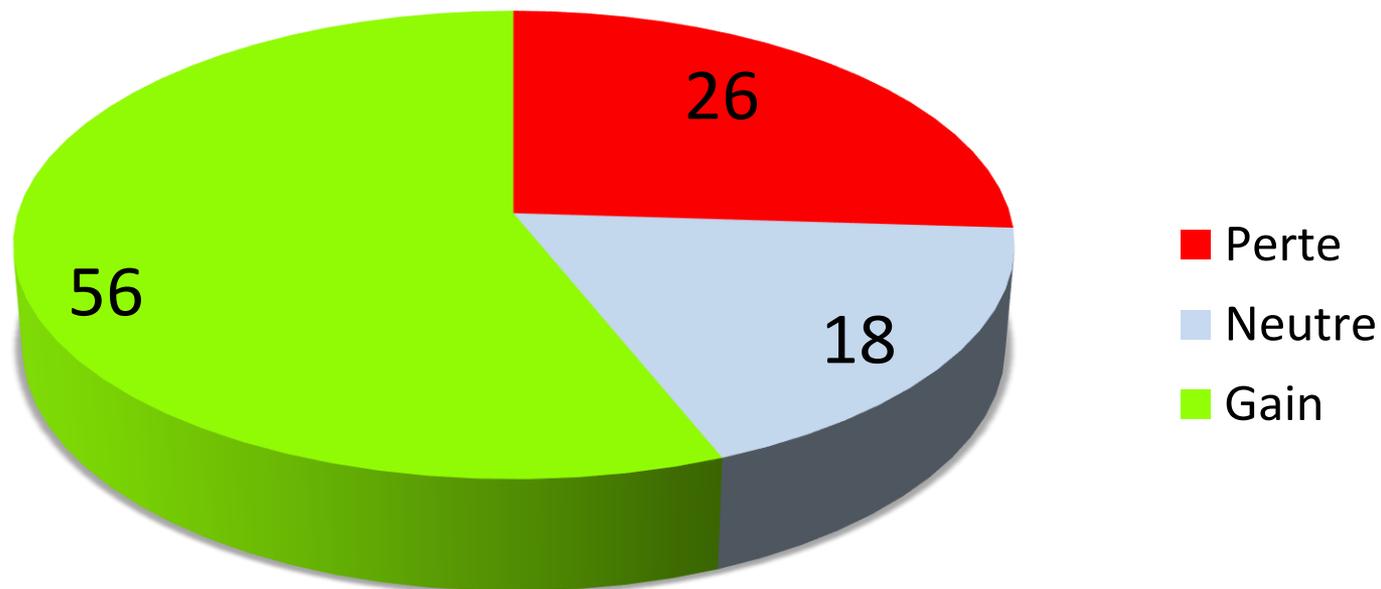


Figure 20 : Familles gagnantes / perdantes ne comptant aucun salarié du secteur privé



Bilan



Financement par TVA

Progression fiscale

1000	0	1000	500	-500
1000	500	1500	750	-250
1000	1000	2000	1000	0
1000	2000	3000	1500	500
1000	4000	5000	2500	1500
1000	8000	9000	4500	3500



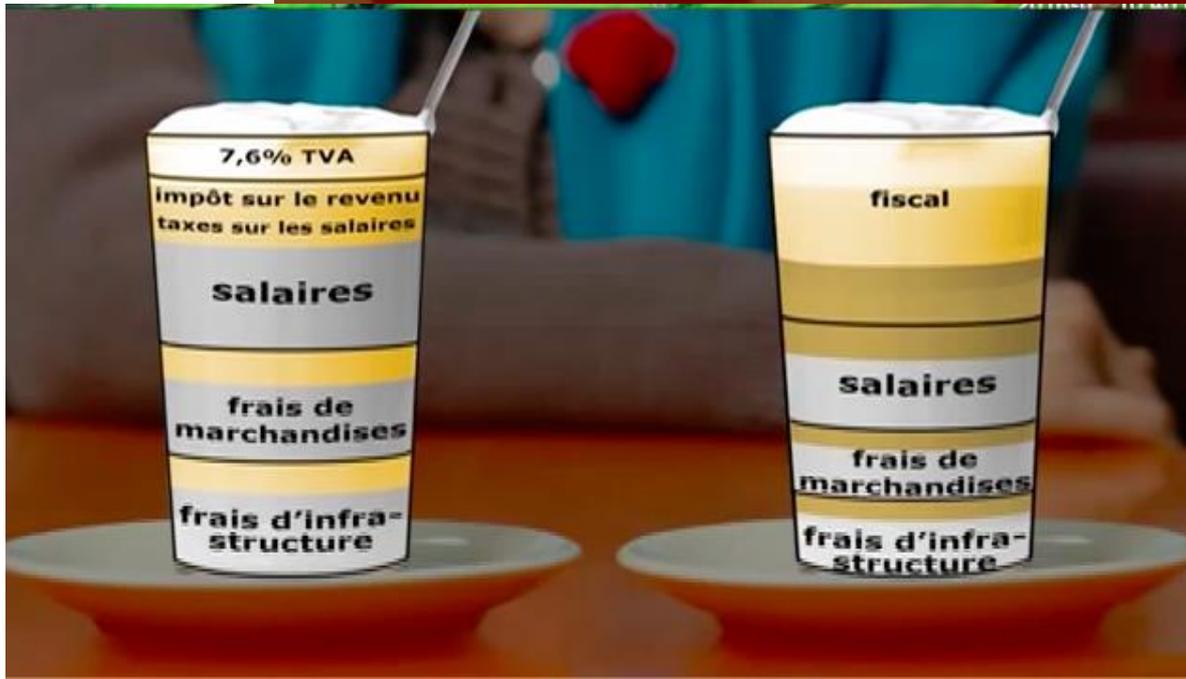
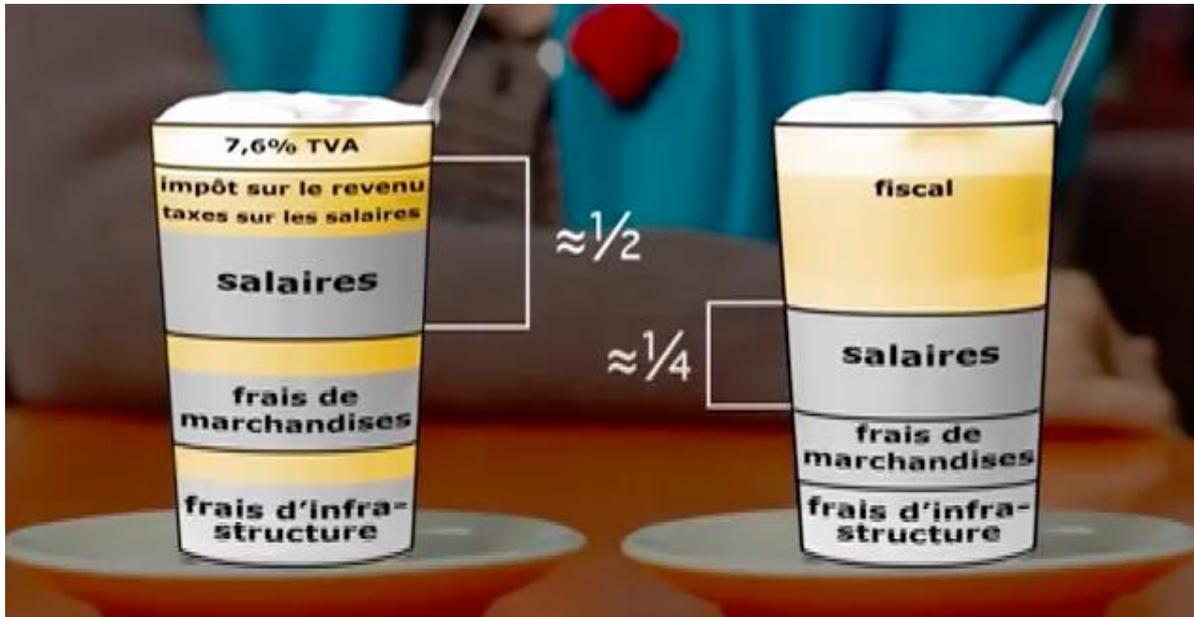
Progression fiscale

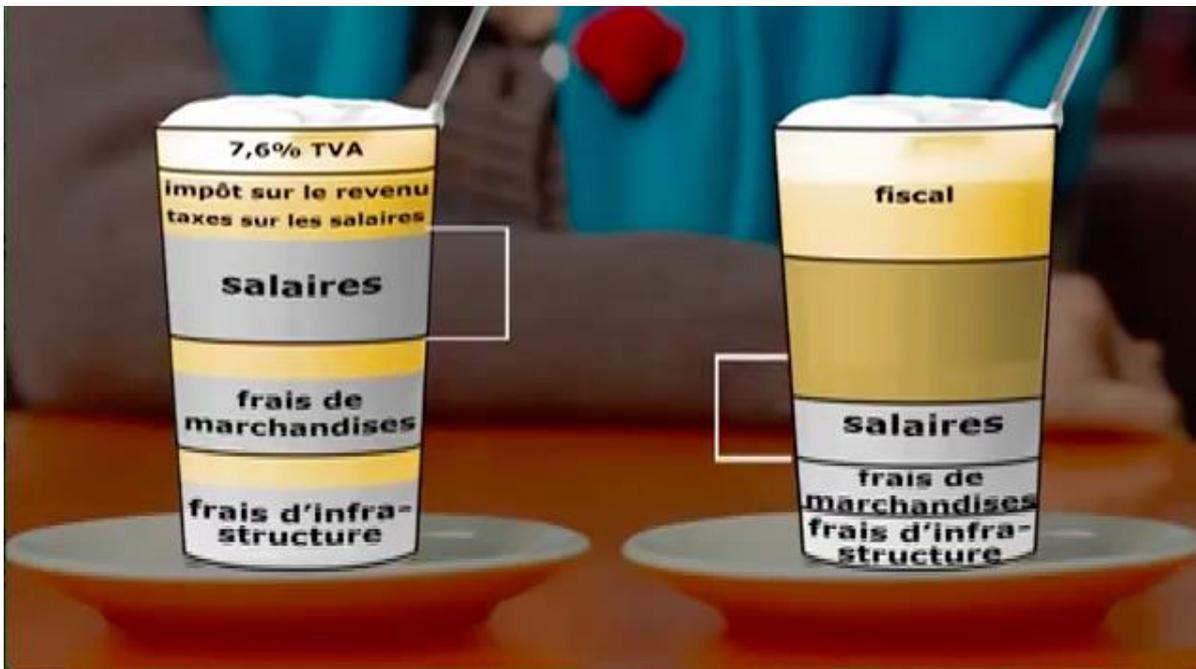
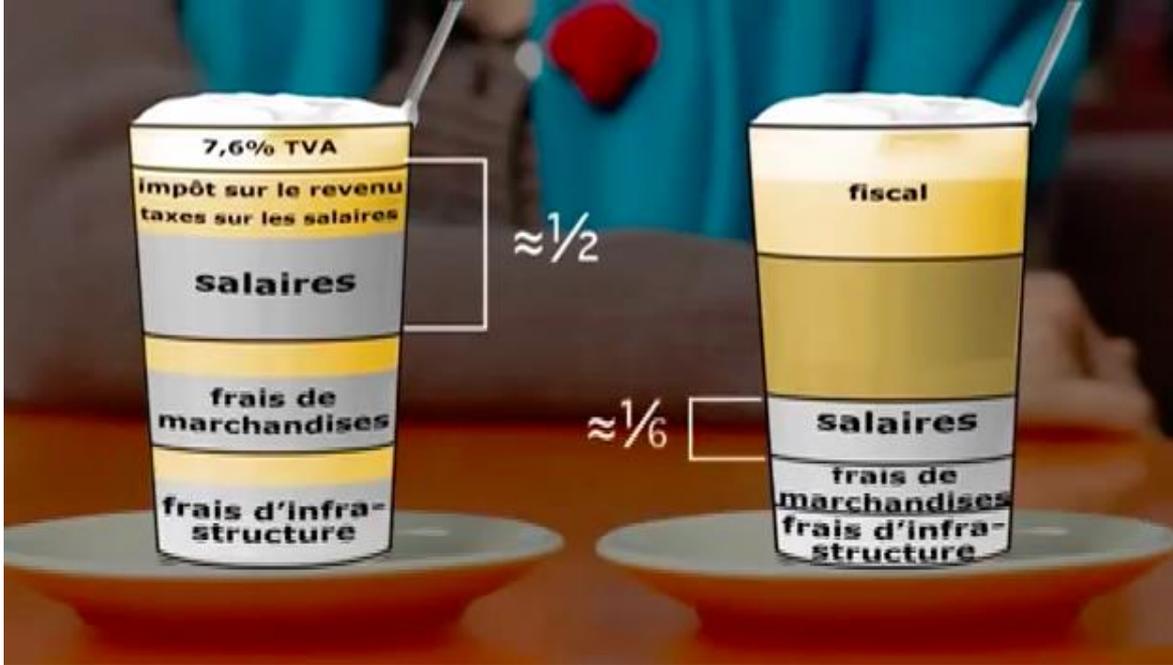
1000	0	1000	500	-500	
1000	500	1500	750	-250	
1000	1000	2000	1000	0	-
1000	2000	3000	1500	500	17%
1000	4000	5000	2500	1500	30%
1000	8000	9000	4500	3500	39%

Progression fiscale

1000	0	1000	500	-500	-50%
1000	500	1500	750	-250	-17%
1000	1000	2000	1000	0	-
1000	2000	3000	1500	500	17%
1000	4000	5000	2500	1500	30%
1000	8000	9000	4500	3500	39%

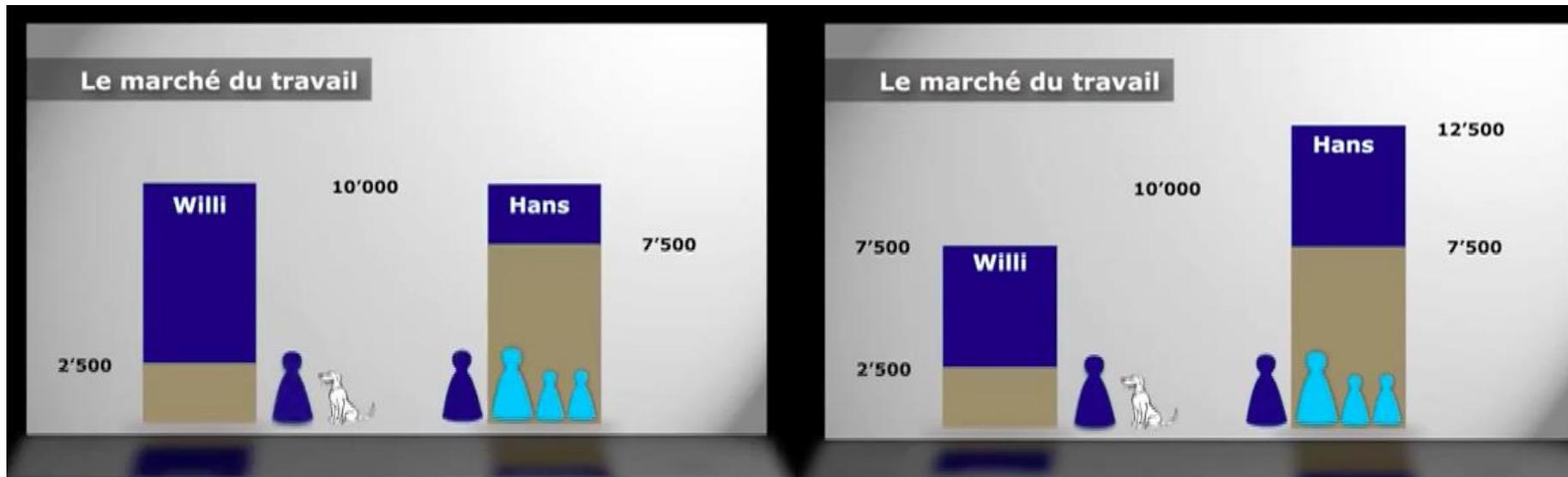






Nouveaux rapports

- Rapport employeur / employés différent
- Nouvel équilibre entre employés
- Nouvelles politique familiale ???



Montants moyens pour le décile (en € par mois)	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	D9	D10	Masse Md€
<i>Pourcentage moyen de couples parmi les foyers du décile</i>	19%	17%	20%	31%	42%	54%	68%	80%	85%	90%	49 millions
<i>Nombre moyen d'enfants à charge (y compris adultes)</i>	0.49	0.28	0.27	0.29	0.39	0.50	0.65	0.80	0.90	1.05	18 millions
Revenus du travail (brut)	81	335	614	912	1 207	1 618	2 288	3 079	4 244	7 968	872
Allocations chômage	34	120	85	72	79	85	87	84	86	93	32
Pensions de retraites	55	427	708	821	914	961	917	886	796	937	289
Revenus fonciers	4	12	15	21	34	49	65	83	121	442	33
Revenus financiers	14	36	49	83	119	167	223	283	456	4 170	218
Revenus imposables (après cotis. retraite et chômage)	183	880	1 379	1 777	2 217	2 745	3 401	4 216	5 526	13817	1 410
Masse des revenus imposables (en milliards d'euros, par an)	7	34	54	69	86	107	133	164	216	539	1 410
Part en % du décile	0.5%	2.4%	3.8%	4.9%	6.1%	7.6%	9.4%	11.7%	15.3%	38.2%	100%
SIMULATION DU LIBER											
LIBER (crédit d'impôt) par personne adulte (en euros)	450	450	450	450	450	450	450	450	450	450	
LIBER (crédit d'impôt) par personne mineure (en euros)	225	225	225	225	225	225	225	225	225	225	
LIBERTAXE (en pourcentage des revenus)	23%	23%	23%	23%	23%	23%	23%	23%	23%	23%	
Impôt négatif / positif	610	392	290	252	226	188	133	41	-206	-2 045	0 (équilibre)
Autres impôts sur le revenu et le patrimoine	-35	-173	-288	-372	-462	-570	-703	-869	-1 135	-2 759	-287
Autres prestations (logement, dépendance...)	175	79	34	22	18	15	12	11	13	16	15
Revenu disponible moyen	933	1 179	1 415	1 679	1 999	2 377	2 842	3 398	4 199	9 030	1 133
Masse des revenus disponibles (en milliards d'euros, par an)	36	46	55	65	78	93	111	133	164	352	1 133
Part en % du décile	3.2%	4.1%	4.9%	5.8%	6.9%	8.2%	9.8%	11.7%	14.5%	31.1%	100%
% de pression fiscale moyenne	-19%	-19%	-19%	-19%	-21%	-21%	-22%	-22%	-24%	-34%	-26%



- Système plus simple mais résultat final proche du système actuel (Pas une révolution)
- Avantages :
 - Pas de non perçu
 - Pas d'indus



Expérimentation en Grironde





Les aberrations des systèmes sociaux actuels







- Aristote, qui expliquait que lorsque les machines à tisser tisseraient seules et que les lyres joueraient elles-mêmes de la musique, il n'y aurait plus besoin d'esclaves.



- **taxe sur la valeur ajoutée (TVA)** : 195,8 Md€, soit plus de la moitié des recettes fiscales de l'État (50,5%) ;
- **impôt sur le revenu (IR)** : 76,5 Md€ (19,7%) ;
- **impôt sur les sociétés (IS)** : 58,7 Md€ (15,1%) ;
- **taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)** : 15,9 Md€ (4,1%) ;
- autres : 41,1 Md€ (10,6%), cet ensemble comportant des impôts directs et indirects.



La position du gouvernement

- Avril 2016 : Rapport syrugue
 - Fusion des 10 minima sociaux par soucis de simplification









- 2/3 des potentiels allocataires du RSA ne le réclament pas



Les auteurs

- Marc de Basqiat : Economiste - Diplômé de Supélec et de l'ESCP, Marc de Basqiat est l'auteur d'une thèse en économie sur « une modélisation de l'allocation universelle en France », soutenue en 2011 à l'Université d'Aix-en-Provence
- Gaspard Koenig : Philosophe - Normalien et agrégé de philosophie, essayiste, Gaspard Koenig dirige aujourd'hui GenerationLibre.



Le système social actuel

- Un système à 400 M€ pourtant inefficace
- Illustration : Photo SDF
- d'actifs SDF



Les 3 grandes conceptions du Revenu universel

- Thomas More
 - Utopia (16^{ème} siècle)



- Attitudes irresponsables existeront



Pourquoi la gauche ne soutien pas

- Pb : RU versé au travailleurs
 - Crainte de gel des salaires en contre-partie du revenu de base











- Budget supplémentaire à prévoir sur la base du RSA : 179 MM € (Budget défense : 31 MM€)





La destruction d'emploi



Les besoins fondamentaux

- Se nourrir, se loger, se soigner



Financement par les entreprises

- Entreprises du CAC 40 : IS moyen réel à 8%
 - CA Google, FB, Amazon, iTunes en France : 3 MM€
 - 3 M € d'IS pour potentiel de 500 M€ ...
- Basées dans îles anglo-normandes, Luxembourg, Lichtenstein, Andore, Caraïbes
- Coordination fiscale entre pays européens nécessaire



Disparition du travail : Que faire ?

- Miser sur la croissance
- Partager le travail
- Partager les revenus



Revenu est un droit

- Déclaration Universelle des droits de l'Homme 1948
- Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille



Contre

- Incitation à la paresse



Pour

- Réponse à la destruction des emplois causée par les progrès technologiques.
- Limiter la bureaucratie



Contexte

- Mai 2016 : Sénat Mission d'information
- 5 juin 2016 : Référendum Suisse



Références

- Milton Friedman / Néolibéral
- Martin Luther King
- Article 25 de la déclaration universelle des droits de l'Homme qui stipule que “toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille”.



Expérimentation

- La Finlande s'est engagée à lancer un projet-pilote en janvier 2017.
- Aux Pays-Bas, vingt municipalités devaient s'y mettre. La ville d'Utrecht étant apparemment la plus "déterminée".
- Au Canada, lors d'une récente convention du parti libéral, une [résolution](#) a été adoptée visant précisément à mettre en oeuvre un revenu minimum garanti
- Incubateur Y Combinator dans la Silicone Valley

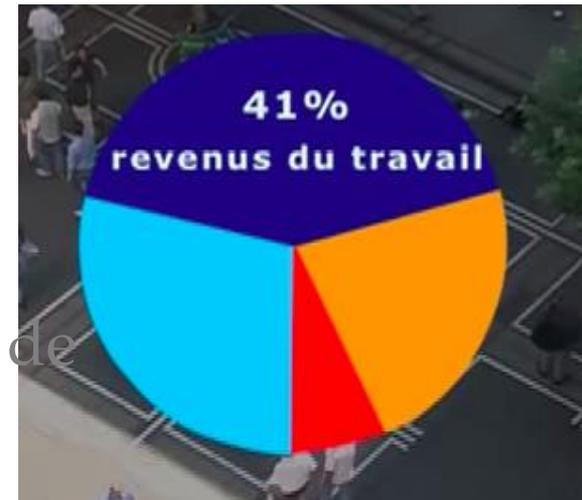




Pourquoi un choc ?

- Majorité des revenus ne proviennent pas du travail
- Sources de revenus
 - Travail (4 /10)
 - Famille (3/10)
 - Retraite (2/10)
 - Chômage ou aides (1/10)

Revenus de transfert



Originalité : Inconditionnel = Versé même si l'individu travaille



Les erreurs des minima sociaux

- 1974 - Valéry Giscard d'Estaing : Minimum vieillesse
- 1988 - RMI avec Michel Rocard
- 2008 : Martin Hirsch RSA
- Prime pour l'emploi
- Fusion RSA et prime pour l'emploi : Prime d'activité
- → Effet trappe à l'inactivité
- → Pas de changement de modèle voire même



L'impasse du modèle

- Le travail, source de revenu, est une richesse limitée
 - Destruction d'emploi lié au développement technologique (historique)
 - Seule la croissance peut remplacer les emplois détruits (Modèle droite conservatrice)

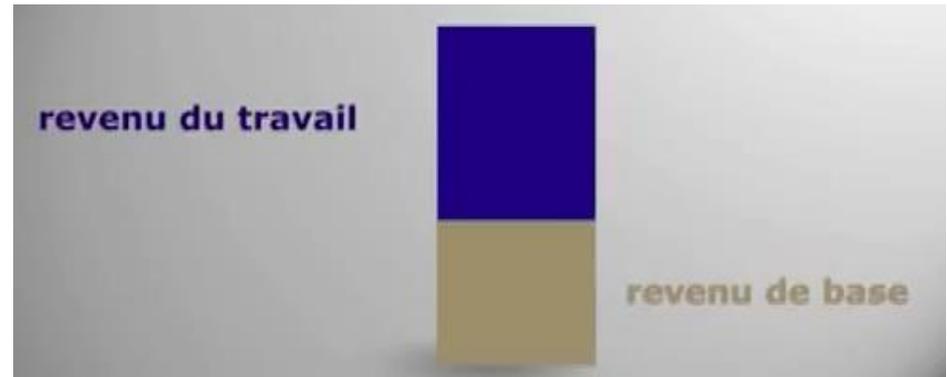


Définitions

- Versé sans conditions de ressources
- Droit individuel
- Suffisant pour garantir l'existence et permettre la participation sociale → Doit permettre de refuser le travail...?



Revenu supplémentaire ?

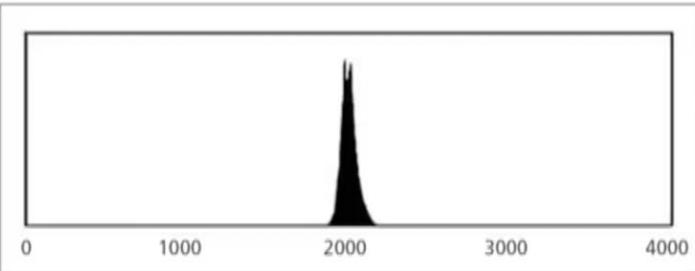


- Faut-il substituer ?
- Baisse des coûts du travail ?

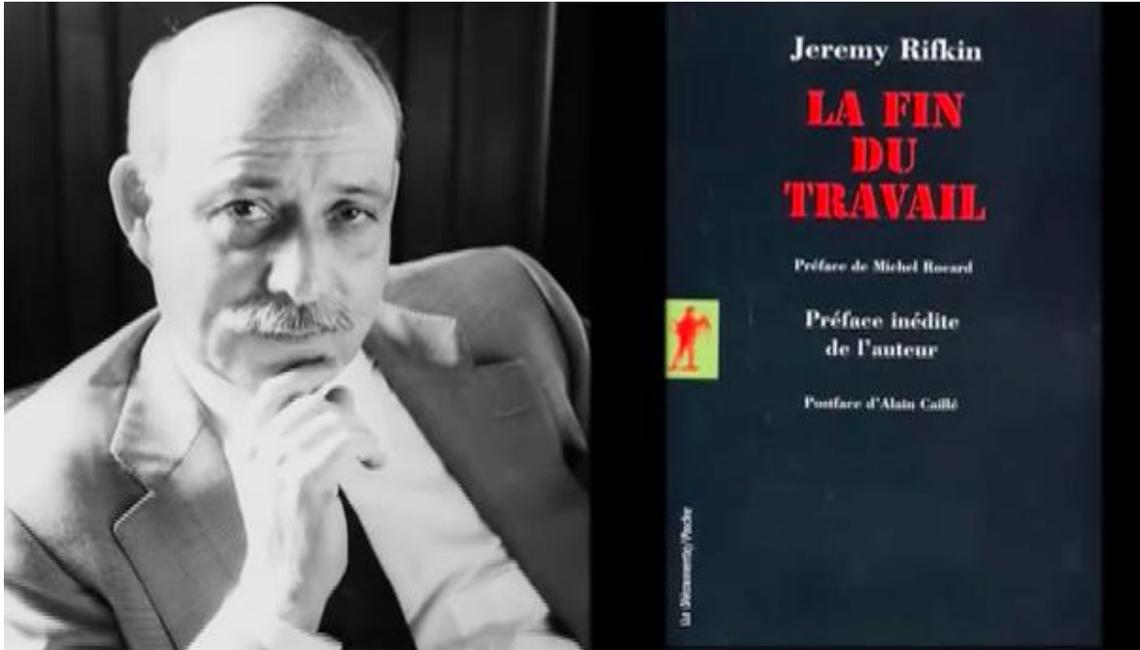


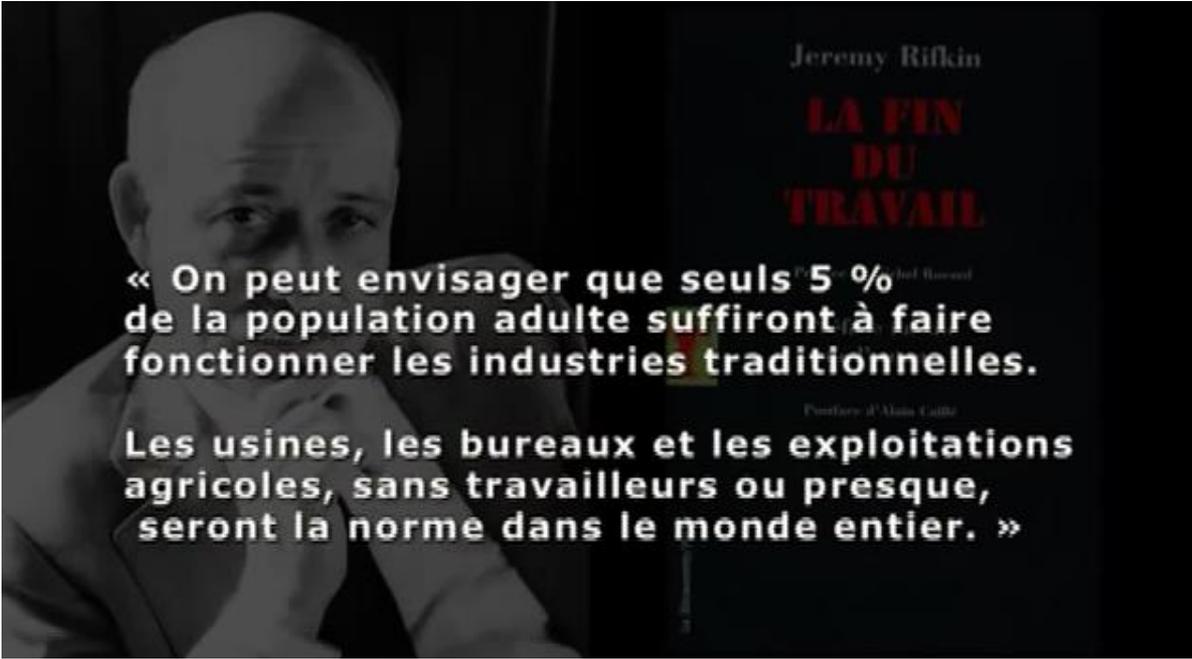
- Qui fera les « sales boulots ? »
- Même remarques contre l'abolition de l'esclavage





À l'échelle du temps, l'époque du pétrole (la montagne noire) est un épisode relativement court de l'histoire humaine.





Jeremy Rifkin

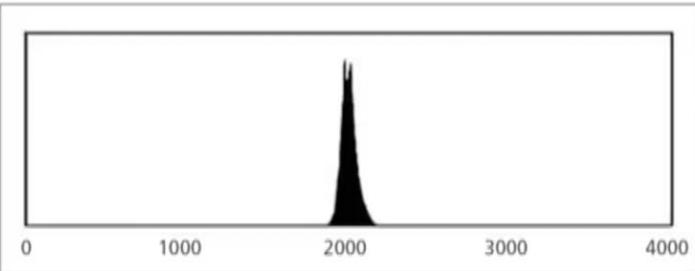
**LA FIN
DU
TRAVAIL**

« On peut envisager que seuls 5%^{de la population adulte} suffiront à faire fonctionner les industries traditionnelles. »

Professeur d'Alma Mater

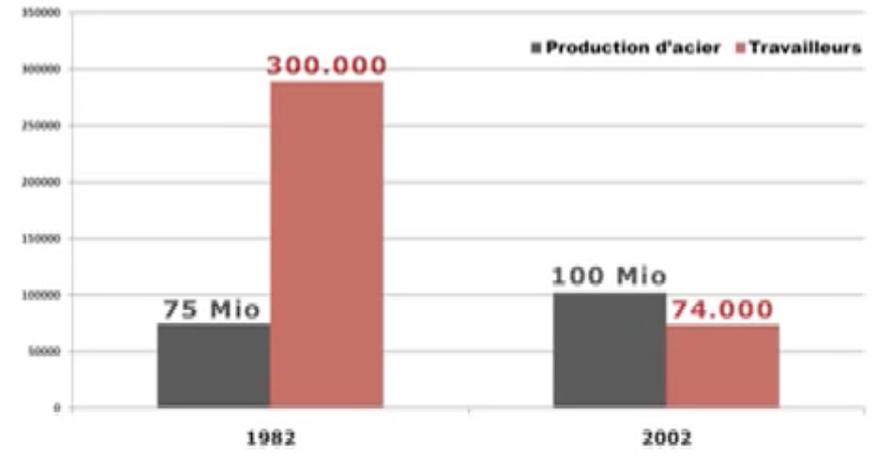
Les usines, les bureaux et les exploitations agricoles, sans travailleurs ou presque, seront la norme dans le monde entier. »





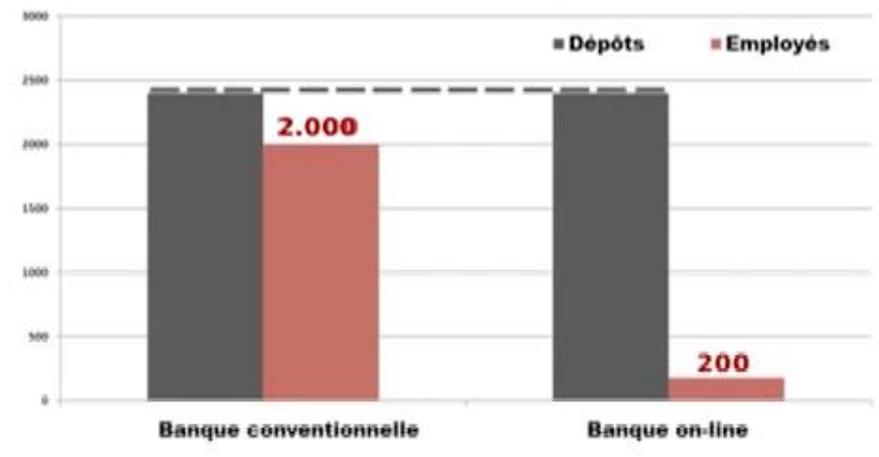
À l'échelle du temps, l'époque du pétrole (la montagne noire) est un épisode relativement court de l'histoire humaine.

Industrie



Source: Das Ende der Arbeit, Campus 2004

Services bancaires



Source: Das Ende der Arbeit, Campus 2004



CHF 3550.-



CHF 3195.-



2008
machine à laver
CHF 3195.-



1964
machine à laver
CHF 3550.-



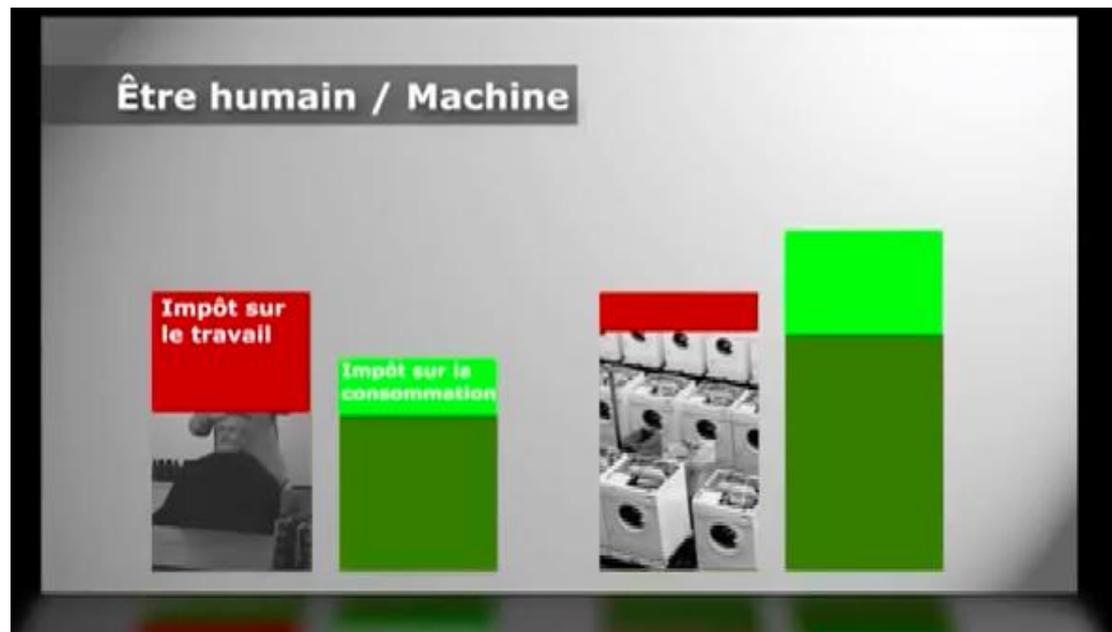
Financement par Impôt sur le revenu

- Milton Friedman
- Création d'un impôt négatif
- Taxation des hauts revenus
- Justification : 95 % des richesses détenues par
- Inconvénients : taxe le travail

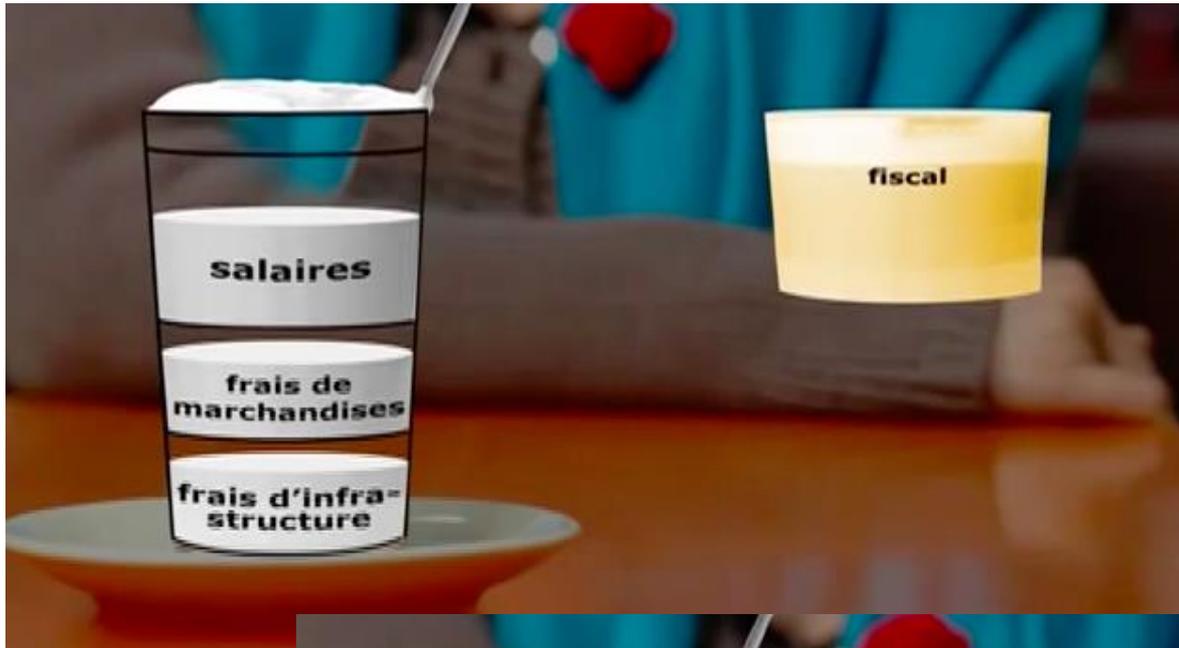


Financement par TVA

- Exemple produit fini
- Risques : Travail au noir
- Diminution du travail bureaucratique







Être humain / Machine

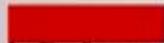


Être humain / Machine



Être humain / Machine

Impôt sur
le travail

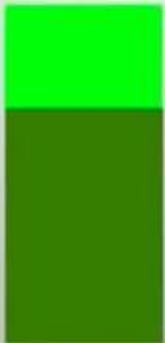


Être humain / Machine

Impôt sur
le travail



Impôt sur la
consommation



Conséquences sur Import Export

- La TVA est l'impôt adapté à l'économie de marché à l'heure de la globalisation
- Avantage concurrentiel face au doping social de certains pays en voie de développement



Composante sociale

- LA TVA est identique pour tous = Injuste
- Ce n'est pas un impôt social
- Les pauvres sont taxés autant que les riches
- Les pauvres sont plus nombreux et donc payent plus
 - Oui mais le revenu de base assure la compsnante sociale nécessaire ...et suffisante ? Non, taxation des revenu du capital est nécessaire (Taxe tobin)
- L'injustice réelle c'est l'IR car il peut être contourné par l'optimisation fiscale voire l'exode fiscale en toute légalité
 - Seuls les classes moyennes sont les plus touchées car n'ont pas les moyens ou pas de revenus suffisamment hauts pour payer les conseillers. Les classes moyennes ne peuvent que se soumettre.



Progression fiscale

1000	0	1000	500	-500
1000	500	1500	750	-250
1000	1000	2000	1000	0
1000	2000	3000	1500	500
1000	4000	5000	2500	1500
1000	8000	9000	4500	3500



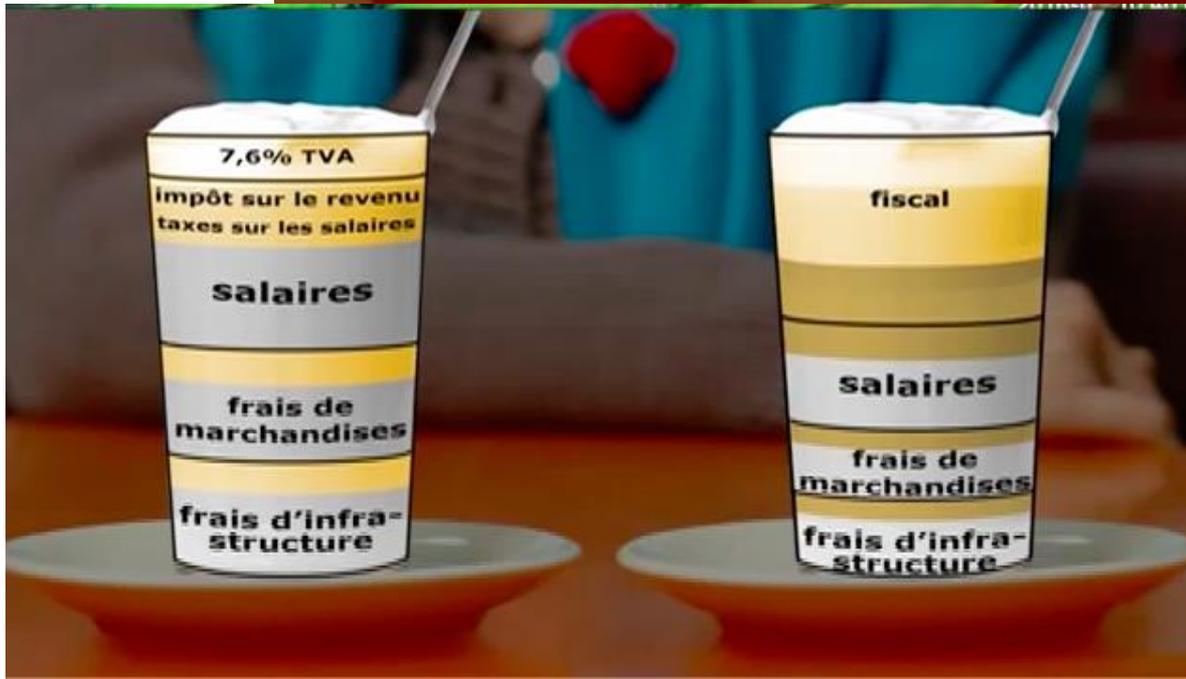
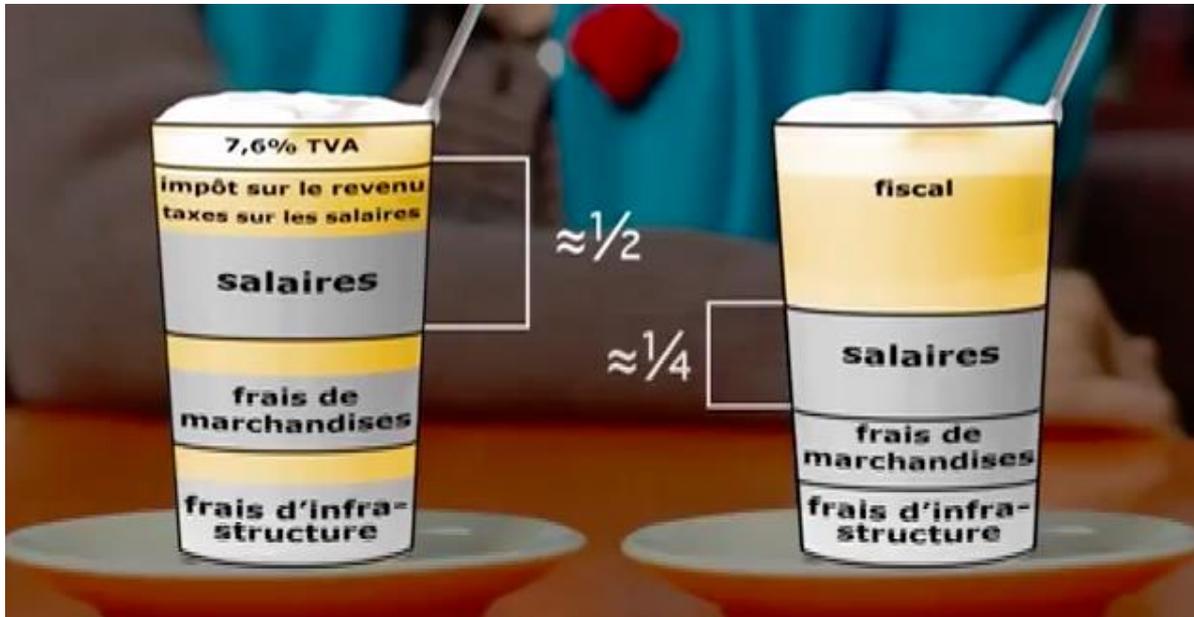
Progression fiscale

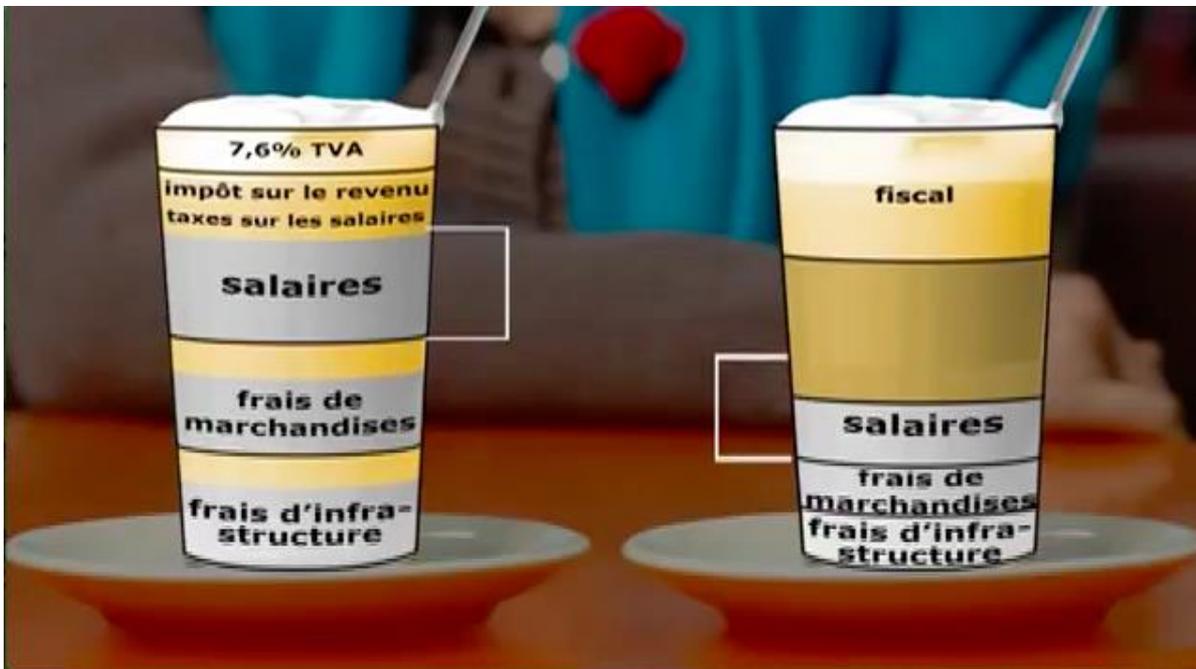
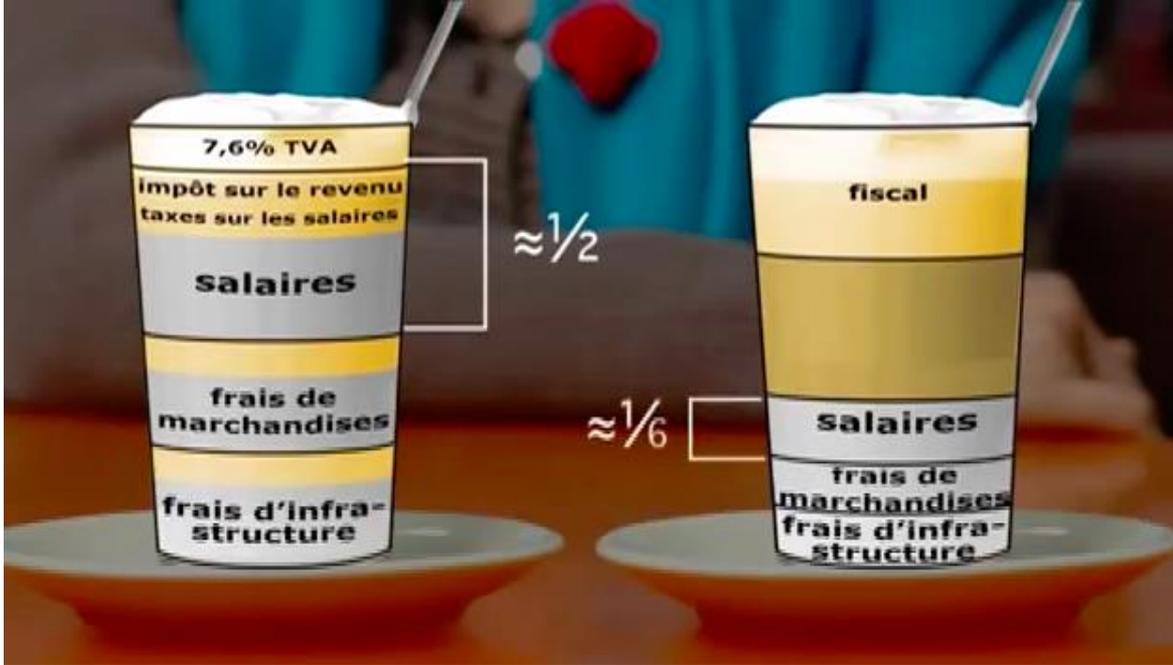
1000	0	1000	500	-500	
1000	500	1500	750	-250	
1000	1000	2000	1000	0	-
1000	2000	3000	1500	500	17%
1000	4000	5000	2500	1500	30%
1000	8000	9000	4500	3500	39%

Progression fiscale

1000	0	1000	500	-500	-50%
1000	500	1500	750	-250	-17%
1000	1000	2000	1000	0	-
1000	2000	3000	1500	500	17%
1000	4000	5000	2500	1500	30%
1000	8000	9000	4500	3500	39%

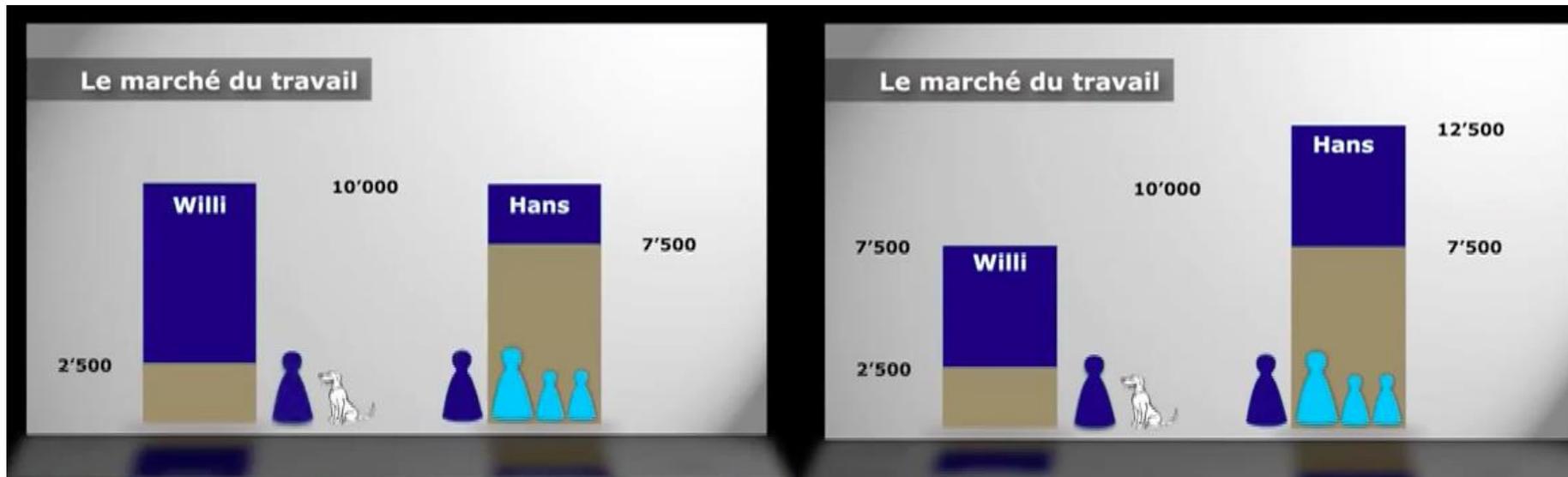






Nouveaux rapports

- Rapport employeur / employés différent
- Nouvel équilibre entre employés
- Nouvelles politique familiale ???



Définition du droit au revenu de base ?

- Perte du revenu de base si on part à l'étranger ?
- Associé à la notion de citoyenneté
- Prisonniers ? → Financement de la prison



Mise en place

- Graduelle
- Génération
- Rétroactivité possible ?
- Limitée géographiquement ?



Pourquoi pas encore en place?

- Société orientée vers le travail
- Epanouissement personnel non intégré
- Cause morale
 - Pourquoi ce serait mieux pour les autres que pour moi qui ai dû travailler toute ma vie ?
 - Argument inavouable → on ne peut pas financer



**L'agriculture mondiale suffit
à nourrir 12 milliards d'êtres humains.**

**Il y a sur terre 6,6 milliards
d'êtres humains.**

**Chaque heure, 1000 êtres humains meurent
de la faim ou de ses conséquences.**



Europe

- Echech de l'Euro
- Prix indentiques au franc







Handicap et revenu universel

- Le président de la Fédération des APAJH a notamment révélé en conférence de presse, ce 30 juin 2010, qu'elle engage une réflexion sur la création d'un Revenu Universel d'Existence qui fusionnerait les minima sociaux pour garantir une réelle intégration républicaine.
-
- Selon les estimations données par l'Observatoire de la pauvreté (ONPES) en février dernier, **la France compterait huit millions de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté**. Parmi eux, les citoyens en situation de handicap subissent un montant de l'AAH plus bas que celui du SMIC. « **Le Revenu Universel d'Existence devra correspondre aux besoins des personnes, de tous les citoyens qu'ils subissent un handicap ou non** » a précisé Jean-Louis Garcia à la presse, en rappelant que certains types de handicaps interdisent l'accès au travail « **Actuellement les allocations ressemblent trop à de la charité ou à de la mise à l'écart. Les personnes en situation de handicap n'attendent pas d'être considérées comme des sous-citoyens** ». La Fédération engage une réflexion collective au sein du réseau des associations APAJH et propose l'idée au gouvernement : « **Il faut faire bouger les curseurs, faire appliquer la loi de 2005. Nous ne nous satisferons pas d'alibis comme la crise financière ou la crise économique** ».
- Au nom de la Fédération des APAJH, réunie en congrès national du 24 au 26 juin, le président a dénoncé le « **dysfonctionnement de nombreuses MDPH qui manquent de moyens pour assurer leurs missions** » ainsi que la mise en place des Agence Régionales de la Santé : « **dans l'attente, les DDASS ne lancent plus aucun projet... !** ».
- Les multiples discriminations dans le cadre de l'accès aux soins est un sujet qui préoccupe la Fédération des APAJH. Le président a annoncé que trois propositions de lois sont en préparation avec des parlementaires. La première concerne une révision de la CMU qui, à l'heure actuelle n'est pas accordée aux allocataires de l'AAH. La seconde proposition de loi a trait à la formation des professionnels de la santé, en secteurs médicaux et paramédicaux, pour l'accueil des personnes en situation de handicap. La troisième envisage la mise en place de modalités d'accueil en hôpitaux pour les familles et les personnes en situation de handicap.







- **rapport Sirugue**

économiste Marc de Basquiat, notamment président AIRE co-fondateur du Mouvement français pour un Revenu de base



coupe de cheveu 2008
CHF 40.-



coupe de cheveu 1958
CHF 3.50



SMIC net	Revenu	Impôt	Aides	Total	Revenu de base	Impôt 23 %	Total
-	0 €	0 €	465 €	465 €	465 €	0€	465 €
1/2	500 €	0 €	222 €	797 €	465 €	132€	908€
1	1 150 €	48 €	132 €	1 234 €	465 €	265€	1351 €
1,2	1 495 €	80 €	60 €	1 360€	465 €	317 €	1 528 €
1,6	1 840 €	144 €	0 €	1 696€	465 €	423 €	1 882 €
2	2 300 €	209 €	0 €	2 091 €	465 €	529 €	2 236 €
3	3 450 €	679 €	0 €	2 771 €	465 €	794 €	3 122 €

